

REAC
ET FIER DE L'ETRE

Glossaire
à l'usage des jobastres
de ma trempe

28 septembre 2018

Cela fait des années que je constate une lente dérive de l'opinion publique vers deux pôles radicalement opposés, dérive qui m'inquiète. Car d'un côté comme de l'autre, on voit une montée de l'intolérance, et du risque totalitaire. Je pourrais donner l'exemple de l'ex Front National. Trop commun. Prenons juste un exemple là où ne l'attend pas, à gauche, un exemple écologiste : à l'adresse www.koreus.com/video/aurelien-barrau-ecologie-fin-monde.html, vous verrez Aurélien Barreau dire clairement qu'il faut restreindre les libertés, imposer son point de vue à une population qui n'en veut pas. Sa position me rappelle celle de tous les extrémistes, d'Hitler à Staline, en passant par Pol-Pot et Fidel Castro : «je travaille pour l'intérêt commun, pour mon peuple, et j'ai raison. Donc tous ceux qui sont contre moi sont contre le peuple, tous ceux qui sont contre moi sont malfaisants» ; «pas de liberté pour les ennemis de la liberté» ! Aurélien Barreau a magistralement confirmé ma prévision déjà ancienne : si les écolos prennent le pouvoir, ils vont rapidement se transformer en dictateurs.

Je suis réac, paraît-il. Je n'accepte pas le prêt à penser. De formation scientifique, j'aime bien faire la différence entre mes connaissances et mes opinions.

L'opinion est fragile !

Le monde est ce qu'il est. Il est incontestable. Si on veut rester «impartial» et «objectif», on se doit de s'appuyer sur des faits. Mais chacun est imparfait et nul n'a accès à la totalité des paramètres importants sur le sujet qu'il étudie. Premier écart.

Ensuite, chacun choisit plus ou moins consciemment les faits qui l'intéressent. Deuxième écart.

Enfin, entre le fait établi et ce qu'on peut en conclure, il y a encore une analyse, elle aussi, imparfaite. Troisième écart. Ainsi, même avec la volonté de bâtir sa convictions sur des faits et rien que sur des faits, on arrive à des conclusions nécessairement erronées. Il faut donc beaucoup de modestie dans le débat, car l'autre, celui qui s'oppose à nous, a - comme nous-même - sa part d'erreur et aussi sa part de vérité. Au nom de ma part de vérité, je ne lâche rien, sauf «face à la conviction de l'honneur et de bon sens». Mais au nom de ma part d'erreur, je lis, j'écoute, j'accepte la discussion avec ceux qui partagent cette attitude bienveillante.

En revanche, les certitudes qui ne s'appuient que sur elles-mêmes, ne m'engagent guère au dialogue. Les donneurs de leçon qui ont raison une fois pour toute me trouveront face à eux aussi radical et borné qu'ils le sont eux-mêmes. De nos jours, le dialogue me semble de plus en plus difficile face à des opinions toutes faites, formatées, baties par les médias de gauche sur la base d'idéologies bien-pensantes et d'un simplisme rassurant, voire de mensonges bienveillants.

Donc, j'aime bien faire la différence entre la connaissance et l'opinion. Cette attitude est démodée, et on préfère aujourd'hui dénigrer les acquis de la science («la science officielle») et se tourner vers n'importe quel illuminé qui profère des énormités avec un aplomb désarmant et un bagoût sympathique. Alors je réagis. A contre-courant, à contre-temps, parfois avec un peu de véhémence quand je me sens insulté, menacé, pour avoir osé rappeler la vérité, celle qui est issue non de mon opinion mais de faits incontournables. Cela s'applique au glyphosate (voir ce mot), au réchauffement climatique (voir cette notion) et de nombreux autres sujets.

J'ai choisi la forme d'un glossaire, plus reposant à écrire et probablement à lire parce que cette forme permet des recoupements, des approfondissements sans obliger à une vision exhaustive des sujets clivants de notre société.

Amour

L'Amour existe. Il n'est pas une simple réaction physico-chimique déclenchée par la présence d'un personne du sexe opposé . Il est un don de la nature, je dirais volontiers un don de D*ieu.

Il est possible de bâtir une vie sur un amour exclusif. La fidélité n'est pas une tare mais le signe d'une force offerte par la foi en l'autre, au-delà de ses imperfections.

La paternité est un magnifique apprentissage de l'Amour. Nous avons choisi d'avoir des enfants, mais nous n'avons choisi ni leur caractère, ni leurs qualités, ni leurs faiblesses. Nous les aimons tels qu'ils sont. Je n'aime pas certains choix de mes enfants, je le leur dit parfois avec une certaine véhémence. Je les aime avec leurs choix.

Avec la personne qu'on a choisie, on devrait être d'autant plus bienveillant. Cette attitude n'était sans doute pas celle du jeune homme qui, il y a maintenant 31 ans, a dragué mon épouse et lui a demandé sa main. Grâce à mes enfants, elle est pourtant devenue la base de notre amour.

L'Amour est un don de D*ieu mais un don qui se construit. De même que mes enfants m'ont beaucoup appris sur l'amour qui me liait à mon épouse, chaque rencontre, chaque joie, chaque drame est une occasion de construire un amour plus profond, plus durable.

Je suis sans doute réac, et c'est pour cela que je conclurai ainsi : cela, il faut le dire à nos enfants. Il faut en témoigner dans nos écoles. Il faut arrêter ce langage désespérant selon lequel l'amour de toute une vie serait une illusion désuète. L'Amour existe, le mariage est et doit rester l'engagement de toute une vie, et c'est justement ce qui fait sa beauté.

Antifa

Les «Antifa» se disent antifascistes, prouvant par là-même leur profonde inculture. Je vous invite, si ce que vous lisez ci-dessous vous surprend, à la découverte du fascisme (voir ce mot un peu plus loin)

Comme les fascistes historiques, au nom de leurs vérités incontestables, les antifa n'hésitent pas à imposer leurs vues, si nécessaire par l'action violente.

Comme les fascistes historiques, ils sont proches de l'extrême-gauche. Comme les fascistes historiques, ils sont souvent éloignés du prolétariat qu'ils disent défendre

Comme les fascistes historiques, ils sont intolérants, incontrôlables, incontrôlés.

Comme les fascistes historiques, ils n'hésitent pas à recourir à l'intimidation de leurs opposants par la menace physique (Sirvent, Notre-Dame-des-Landes, Chambarran...), ils n'hésitent pas à chercher la bagarre contre leurs «adversaires» politiques, quitte à y laisser leur peau. N'oublions pas que Clément Méric et ses copains attendaient les skinhead à la sortie du commerce où ils s'étaient pris de bec avec eux. Pas pour jouer aux cartes, pas pour échanger des idées autour d'une bière.

Budget de l'Etat et des collectivités locales

Les principes budgétaires

Un exécutif de la dépense publique (Maire, Président de Conseil Général, Président de Conseil Régional, Premier Ministre) ne dépense que l'argent qui lui a été octroyé par un organisme délibérant (Conseil municipal, conseil Général, Assemblées etc...). Pour que cette dépense soit faite avec transparence et en accord total avec l'organisme délibérant, la comptabilité publique est soumise à six grands principes :

Principe d'annualité. Le budget est voté pour une durée d'un an et fait l'objet d'un bilan annuel sur la même période.

Le principe de spécialité : les crédits votés sont affectés à une dépense déterminée par sa nature et par sa destination. Ce principe est généralement respecté.

Le principe d'unité : Les crédits et des dépenses votés par l'assemblée délibérante apparaissent dans un document unique. Ce principe est généralement respecté.

Le principe d'universalité qui se décline en deux obligations :

- la non-compensation (ou non-contraction) : toute recette est reversée au budget général. Si un service de l'état est fortement excédentaire, cet excédent ne lui est pas attribué.

- la non-affectation : ce principe, confirmé par l'ordonnance du 2 janvier 1959, dit qu'on ne peut pas

affecter une recette déterminée à une dépense déterminée.

Le principe d'équilibre budgétaire : Les recettes doivent couvrir les dépenses. On n'a pas le droit de voter un budget en déficit.

Le principe de sincérité : les hypothèses prises en compte pour bâtir ce budget (croissance, effet des taux de change, fiabilité des prévisions) doivent être crédibles, sincèrement envisagées comme évidentes.

Ce qui ne marche pas aujourd'hui

Le principe d'annualité est biaisé par le fait que les collectivités ont jusqu'au mois d'avril pour voter le budget de l'année en cours. Pour leur permettre de tourner, on a inventé la "journée complémentaire", période de l'année N+1 où elles dépensent encore l'argent du budget de l'année N. On a inventé des règles permettant aux titulaires de l'autorité (Maire, Présidents de Conseils Généraux...) de dépenser sur l'année N+1 jusqu'au mois d'avril, sans que ces dépenses aient été autorisées par l'organisme délibérant. Le principe d'annualité n'est donc pas vraiment respecté.

Le principe d'universalité est bafoué. Ce n'est pas nouveau. Il y a cinquante ans, c'était la "vignette automobile" destinée à financer les maisons de retraites. Avec Raffarin, c'était la "journée de solidarité" destinée à financer la dépendance. Hier, c'était l'écotaxe destinée à financer les infrastructures de transport. Plus tard ce fut le péage transit poids-lourd. Tout cela est interdit par le principe de non-affectation des recettes aux dépenses !

Le principe d'équilibre budgétaire : Les recettes doivent couvrir les dépenses. On en est loin puisqu'il y a déjà quarante ans qu'on vote au plus haut niveau un budget en déficit, tout en voyant que cela nous mène vers une prochaine crise financière majeure.

Je vous recommande un petit examen du site officiel Vie publique.fr. Ce principe a juste été... oublié !

Le principe de sincérité est totalement bafoué. Tous nos présidents depuis 1981 ont préparé des budgets insincères, promettant souvent des économies illusoires et non identifiées, tout en partant d'hypothèses de croissances que tout le monde savait irréalistes.

Je suis un sale réac. J'attends de nos gouvernants qu'il appliquent à leur gestion la même rigueur que celle qu'ils imposent à juste à nos entreprises, et que les seuls déficits publics acceptés soient ceux correspondant à de l'investissement (équipement, recherche, promotion de la haute technologie).

Christianisme

L'Europe est chrétienne, quoi qu'en pensent nos laïcards les plus bornés. De Moscou à Arcachon, en passant par la Lituanie et la Croatie, les églises, les calvaires, les temples portent la trace de plus de quinze siècles de prééminence de la Chrétienté.

Notre culture est profondément chrétienne. L'idée même que le pire des hommes, le pire des assassins mérite le respect parce qu'il est un homme est une idée judéo-chrétienne, qui a fini par conquérir une bonne partie du monde. Nos humanistes ne font que professer, parfois à leur corps défendant, le message du Christ, message bien différent de celui de nos ancêtres gallo-romains.

Les Chrétiens d'aujourd'hui ne sont ni les imitateurs bornés de Claude Frollo, ni des béni-oui-oui insipides. Ils sont aussi divers que les incroyants, présents de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, les uns hyperactifs, d'autres totalement inhibés, présents dans les mêmes proportions chez les classes populaires que chez les bourgeois. On l'a vu, je l'ai vu de l'intérieur, lors de la «manif pour tous». Ce mouvement est bien souvent classé de droite. Mais lors des manifestations, les plus engagés étaient souvent des gens de gauche, plus habitués aux slogans et aux manifes que les gens de droites -certe plus nombreux- qui marchaient à leur côtés et les inviaient à plus de retenue.

Communisme

Le communisme est probablement la pire des idéologies que la Terre ait portée, depuis que l'Homme écrit son histoire. Le nazisme a massacré des millions de personnes sur des critères raciaux ou politiques. Le communisme en a massacré des dizaines de millions sur des critères tout aussi arbitraires : Juifs, Allemands ou Tatares en URSS, intellectuels, faibles physiquement, porteurs de lunettes au Cambodge, intellectuels fidèles à leur engagement socialiste initial en Chine, artisans et commerçants à la Havane....

Pourtant, notre société continue à regarder cette horreur avec une certaine bienveillance. Georges Marchais, celui-là même qui avait participé à la fabrication des avions nazis dans le cadre du STO, était bien vu de notre presse nationale, et en particulier du service public de l'audiovisuel. Il pouvait parler d'un bilan «globalement positif» à l'est sans encourir les foudres de nos intellectuels aveugles face aux crimes de Lénine et de ses successeurs.

Le communisme est le révélateur de la lâcheté des intellectuels de France. Il a au moins ce rôle positif. En bon réac, je reste un anticommuniste radical, mais non viscéral ni primaire. Anticommunisme car mon humanisme et ma connaissance du sujet m'incitent à regarder avec horreur cette forme aboutie du fascisme.

Drapeau

Pour une bonne partie des gens de ma génération, le drapeau, c'est l'horrible torchon. Renaud chantait «j'peux pas encaisser les drapeaux, quoi qu'il soit le plus beau» ([Hexagone](#)). Le respect que j'ai pour le drapeau m'a même valu au Lycée des insultes, du style «déjà vieux», collabo, pétainiste...

Mes parents m'ont raconté une histoire simple. La leur. Pendant quelques années, ils n'ont plus vu le drapeau français. Le drapeau rouge, à croix gammée noire sur fond blanc, était omniprésent. Le jour où le drapeau bleu-blanc-rouge est revenu en France, ils en ont pleuré de joie. «Bleu, Blanc, Rouge avec l'espoir elle a fleuri, Fleur, de Paris !»

Ce drapeau est un lien, à travers le temps, entre tous les Français. C'est le drapeau de la Révolution et de ses acquis en matière de démocratie. Le blanc reste la couleur du Roi, à l'image d'une France certes non démocratique, mais dans laquelle les responsables politiques, les «nobles», avaient le souci de «leurs gens», une bienveillance patriarcale que ne récusait pas Voltaire : *«il est à propos que le peuple soit guidé, non pas qu'il soit instruit. Il n'est pas digne de l'être»* (cité par [dicocitation.lemonde.fr](#)).

Ce drapeau a été la fierté des combattants de l'OAS comme de ceux de la Résistance, des révolutionnaires de l'an 2 comme des réactionnaires des deux derniers siècles. Il fait aujourd'hui partie de notre patrimoine. Je le respecte comme je respecte la mémoire de mon grand-père, «colonel Vercin» dans les FTPF d'Auvergne et celle de Raymond, grand-père d'adoption, déporté à Rawa-Ruska après plusieurs tentatives d'évasion de son stalag.

Education nationale

Je regrette l'époque où l'Education nationale s'appelait Instruction publique. Car le premier éducateur est le parent, et parce que l'Etat se révèle un piètre éducateur.

Certes les parents ne sont pas parfaits. Certes il est positif que les jeunes Français de toutes origines aient un socle éducatif commun. Que la collectivité nationale participe à l'éducation des enfants en présentant des valeurs fondamentales, et cependant inégalement reconnues sur le territoire, c'est une belle et bonne chose. Le respect universel, envers chacun, quel que soit son sexe, sa religion, son origine sociale ou géographique doit être proposé à tous, y compris contre l'avis de certaines familles. Car ce respect est culturellement le socle de la vie collective en Europe.

En revanche, la propagande sur tout sujet à la mode, sous prétexte de «changer les comportements» prend une part de plus en plus lourde et invasive dans la vie des jeunes Français.

Qu'on lutte contre l'homophobie est bien normal. Qu'on fasse une véritable propagande dès le plus jeune

âge pour imposer aux jeunes l'idée que le refus de la sexualité naturelle (mâle/femelle) ne serait qu'une simple «orientation sexuelle» me choque. C'est une opinion, respectable, mais ce n'est qu'une opinion. On n'enseigne pas une opinion.

Peut-être que le réchauffement climatique est d'origine humaine. Peut-être pas. (voir cette expression plus bas). Tant qu'il existe UN scientifique de haut niveau spécialisé en climatologie qui affirme le contraire, on se doit de garder le doute : c'est une opinion respectable, mais seulement une opinion. On n'enseigne pas une opinion.

Peut-être que la limitation de vitesse sauve des vies, peut-être pas. C'est une opinion respectable, mais pas une opinion. On n'enseigne pas une opinion.

Je regrette l'époque où l'Education nationale enseignait des contenus. Contrairement à ce que disent certains «pédagogues» autoproclamés, déjà de notre temps, déjà du temps de mon père, l'enseignement des contenus passait nécessairement par la formation à l'analyse, à la synthèse, à tous les savoir-faire permettant d'approfondir la réflexion. Les ingénieurs français des années 60 ont construit le Concorde et le Mirage IV. Les petits Français de cette époque pouvaient se faire aider par leurs parents car les concepts enseignés n'évoluaient que dans les domaines où ils le devaient : la physique, la biologie, l'histoire, la géographie, dans tout domaine où l'état de la connaissance évolue avec le temps. Mais les règles de grammaire enseignées à mon grand-père étaient les mêmes que celle qui m'ont été enseignées. Cette continuité a permis à ma grand-mère, bien que dyslexique ayant quitté l'école à l'âge de neuf ans, d'aider sa propre fille sur ses premières années d'école. A l'inverse, je n'ai jamais rien compris aux nouvelles règles enseignées à mes enfants dans l'opacité la plus totale. Il semble qu'aux yeux des pédagogues modernes, le parent soit un ennemi auquel il faut cacher tout embryon de connaissance afin qu'il ne soit plus en mesure d'influencer l'acquisition des savoirs et Savoir-faire par son enfant. Au nom de l'égalité, on se donne les moyens, non d'améliorer la situation des enfants en difficultés, mais de mettre en difficulté des enfants qui auraient pu bénéficier des connaissances de leurs parents. C'est ce que, de manière un peu abrupte mais pas stupide on appelle le «nivellement par le bas». On coupe les têtes qui dépassent sans faire croître celles qui sont en retard. A l'inverse, en tant qu'enseignant, je préfère la politique de coopération famille/enseignant. Plus j'ai des élèves qui reçoivent une aide efficace de la part de leur parents, plus j'ai de temps à consacrer aux élèves en difficulté, qui n'ont pas cette chance.

Energie

Il y a maintenant plus de deux siècles que le développement s'appuie sur les énergies fossiles.

En 1977, alors que j'étais lycéen, les ingénieurs de Total nous avaient expliqué qu'en nous n'avions que 20 à 25 ans de réserves énergétiques disponibles, mais qu'on découvrait chaque année plus de réserves nouvelles qu'on en consommait. On savait bien que cela aurait une limite, mais cette limite semblait lointaine et on pensait, à l'époque, que la fusion nucléaire serait utilisable au tournant du XXème siècle.

Cette vision était optimiste. Aujourd'hui, on attend le «peak oil», c'est à dire la date à laquelle on découvrira moins de réserves nouvelles qu'on ne consomme d'énergie fossile de combustion entre 2020 et 2040. On nous avait déjà annoncé l'avoir dépassé vers l'an 2000.

Ce qui est certain c'est que ces réserves ne sont pas infinies, qu'il faudra d'une manière ou d'une autre apprendre à se passer des énergies fossiles. La seule question qui vaille : de combien de réserves disposons nous réellement ? Personne n'est aujourd'hui en capacité d'y répondre, il faut donc être très prudent.

Que pouvons nous envisager pour faire face à cette disparition des énergies fossiles ?

En bon «réac», je pense d'abord au nucléaire, seule énergie abondante et non polluante pour l'atmosphère. L'avantage du nucléaire est que ses déchets peuvent être stockés dans des fûts. certes il est difficile d'assurer la sécurité de ces fûts sur les

Sur le «court-terme» (de l'ordre de 200 ans quand même, et sans doute beaucoup plus) on peut s'appuyer sur la fission nucléaire. Avec la technologie des surgénérateurs utilisant le plutonium et l'Uranium 238 (99,27 % de l'uranium naturel), on a des réserves très nettement supérieures à celles que l'on aurait avec les centrales classiques et l'uranium 235 (0,72% de l'uranium naturel). On peut espérer que d'ici deux siècles, on saura maîtriser la fusion nucléaire et que nous disposerons alors d'une énergie certes pas infinies, mais suffisamment abondante pour alimenter l'humanité sur quelques dizaines de siècles.

Entretemps, il faudra bien se poser la question de la pollution atmosphérique. L'accumulation de gaz potentiellement toxiques (oxydes d'azote, monoxyde de carbone, dioxyde) ne pourra pas se poursuivre longtemps sans conséquence majeure pour la santé publique. Donc, sans parler d'une hypothétique influence sur le climat, il est urgent de réduire la consommation de combustibles.

Les motoristes ont déjà fait de vrais progrès. Quand j'étais adolescent, une voiture économique (la 4L) consommait plus de 7 L aux 100 km. Une berline d'aujourd'hui avec des performances nettement supérieures en consomme moins (6 L aux 100 km mesurés sur une 207). Ce n'est certes pas en annonçant la fin des moteurs à combustion interne qu'on va les pousser à s'améliorer encore. Et pourtant, une consommation réduite encore d'un bon tiers est envisageable à moyen terme par le progrès technologique. Avec une température de combustion de l'ordre de 1000 °C, on peut, en théorie, atteindre un rendement de plus de 70 %. Nos moteurs actuels atteignent moins de 30 % : des progrès ont encore possibles !

On peut encore réduire facilement la consommation de combustible sur le chauffage : notre parc immobilier comprend encore de nombreuses habitations mal isolées, au système de chauffage vétuste et inefficace. Une véritable politique énergétique pourrait viser à aider les propriétaires de logements anciens à améliorer l'isolation et la qualité de leur chauffage.

En bon réac, je préconise d'associer la carotte et le bâton. La carotte : une participation de la collectivité sur tous ces travaux permettant de réduire la pollution et le gaspillage d'énergie.

L'organisation sociale permettra, si les responsables sont réellement engagés, de réduire encore le besoin collectif en énergie : la circulation dans les villes peut être fortement réduite si des transports en commun réellement efficaces sont mis en œuvre. La circulation intercity peut être une réelle source d'amélioration si des transports en commun peu polluants, à des fréquences et des horaires intéressants sont mis en œuvre. En revanche, une ligne avec seulement dix navettes par jour ne touchera pas grand monde et ne sera jamais rentable, même écologiquement parlant. Le citoyen qui prend un transport en commun accepte que cela lui fasse perdre 10 minutes du fait d'une vitesse réduite et de nombreux arrêts, 10 minutes ou un quart d'heure du fait d'horaires pas forcément adaptés à ses besoins. Mais s'il faut *-c'est mon cas si je vais à la ville d'à côté avec les transports en commun pour mon cours à 8h50 ou à l'issue du dernier cours de la journée-* attendre 1h30 de plus à l'aller puis au retour, ça devient totalement rédhibitoire. Le rural qui travaille à la ville n'a pas d'autre choix que de prendre sa voiture.

Outre la réduction de la consommation, il est bon de «faire feu de tout bois» pour produire de l'énergie par des moyens originaux. Commençons par tenir tête aux écologistes les plus obtus : il y a des ressources intéressantes avec l'hydroélectricité, avec les éoliennes, avec la marémotricité, avec la biomasse et la combustion contrôlée des déchets. Sachons éradiquer toute forme de ZAD, ce qui ne signifie pas laisser faire n'importe quoi, mais revenir à la prééminence de l'Etat : c'est l'Etat qui est responsable de l'évaluation de l'impact des projets sur l'environnement, de la vérification de la pertinence des études de dangers relatives à ces projets. La population est associée à ces analyses par le biais des enquêtes publiques. Mais une fois que la procédure s'est déroulée, que l'Etat a accepté un projet au vu des explications du meneur de projet et des remarques de la population, les opposants n'ont plus qu'un seul droit : la vigilance. Si nous revenons ainsi à la prééminence de l'Etat, de nombreux petits projets de production locale d'énergie peuvent démarrer : microcentrales électriques, chaudières à biomasse...

Fascisme, fasciste

On oublie trop souvent qu'historiquement, le fascisme est un mouvement de gauche. Parmi les intellectuels fascistes, on comptait un certain Kurzio «Malaparte», marxiste, qui a reproché à Mussolini, non son extrémisme, mais au contraire la timidité de son engagement révolutionnaire. Il écrit par exemple En 1931, dans *Tecnica del colpo di stato* : (références : *Technique du coup d'état*, cahiers Rouges, Grasset, dépôt légal mai 2008)

page 164 : "*Mussolini lui-même n'est ni végétarien, ni christian scientist, ni social-démocrate. Son éducation marxiste ne lui permet pas certains scrupules tolstoïens (...)* Il ne faut pas oublier que les

chemises noires proviennent, en général des partis d'extrême gauche, quand ce ne sont pas d'anciens combattants, dont quatre années de guerre ont durci le cœur, ou des jeunes gens aux élans généreux."

page 179 : *"ce n'est pas le programme de 1919 qui révèle l'éducation marxiste de Mussolini ; c'est la conception de la technique du coup d'état fasciste, la logique, la méthode, l'esprit de suite avec lequel il s'applique."* Là, Malaparte sait vraiment de quoi il parle, lui qui a été un temps séduit par ce programme qu'il a soutenu jusqu'en 1920.

page 181 *"la lutte contre la bourgeoisie était beaucoup plus populaire chez les fascistes que la lutte contre le prolétariat"*.

On retrouve la même idée d'un fascisme plus de gauche que de droite dans "storia d'Italia, volume XXXIX l'Avvento del fascismo" de Indro Montanelli (ed BUR, 4 octobre 1978). Parlant de Mussolini, à propos de la formation de son gouvernement : *"son effort majeur fut de se soustraire rapidement à toute influence de droite. Tous étaient convaincus qu'il aurait fait appel à Salandra pour se garantir l'appui des forces conservatrices. Mais lui n'envisagea même pas cette éventualité"* Giolitti, homme politique de gauche, dira dans une lettre à des amis qu'il ne faut pas gêner Mussolini, *"qui a tiré le pays de la fosse dans laquelle il finissait de pourrir"*. Le libéral Francesco Salverio Nitti dira *"Il faut que l'expérience fasciste de déroule sans être dérangée : aucune opposition ne doit venir de nous"*. Filippo Turati, créateur en 1922 du Parti Socialiste Unifié considérait quant à lui que seul Mussolini pouvait obtenir la pacification après la guerre civile.

Donc, le fascisme est un mouvement de gauche. Par conséquent je ne suis pas fasciste. Par dérision, je me dis «réac».

Fiscalité

La fiscalité est l'outil de la solidarité nationale. L'Etat n'existe que pour permettre à la collectivité de s'organiser sans être soumise à la loi du plus fort. Si l'état n'est pas un outil de mutualisation et de solidarité, il n'a pas lieu d'être.

On a besoin de quelques routes, on a besoin d'écoles et d'hôpitaux, on a besoin de réseaux de distribution de l'eau et de l'énergie. L'existence d'un Etat fort permet de garantir à chacun l'accès à ces équipements, à ces services, pour un coût équitablement réparti.

Bien évidemment, l'impôt et les taxes sont, outre une nécessité collective, un outil de justice sociale. Les produits de premières nécessité sont moins taxés que les produits de luxe, l'impôt sur le revenu est progressif.

Aujourd'hui, cette fiscalité qui devrait être consensuelle devient source de débats passionnés, d'incompréhensions. On dénonce les «riches» qui profitent des «niches fiscales» en oubliant que les niches fiscales n'existent pas : elles sont le résultat de choix de gouvernement en vue d'orienter l'épargne en direction de secteurs économiques qui en ont besoin. Si mon camarade Jacques S a, en son temps, investi sa maigre fortune dans un territoire d'outre mer, c'est parce que les gouvernements de l'époque, pour aider ces territoires, avaient pris des mesures favorables à l'investissement. Si on manque de logements au niveau national, il n'est pas idiot de proposer quelques avantages fiscaux à ceux qui investiront dans le logement.

Plus généralement, il est compréhensible que les hauts revenus payent beaucoup d'impôts, mais l'impôt sur la fortune est une stupidité. Madame E, propriétaire d'un petit vignoble dans le Médoc, vit avec un revenu indigne du temps qu'elle passe chaque année sur son exploitation. Elle ne gagne pas le smic horaire. Elle payera toute sa vie les droits de succession de ce terrain familial dont elle a hérité à la mort de son père. Et elle paye l'impôt sur la fortune parce que son terrain coûte cher, alors que ses revenus sont ceux d'un ouvrier non qualifié. Beaucoup de petits exploitants, dans la même situation, ont préféré vendre à des Russes, des Anglais ou des Chinois. En plaçant leur argent intelligemment, ils payent moins d'impôt (grâce aux niches fiscales), ne se tuent plus au travail, n'ont plus les soucis liés aux aléas météorologiques et aux maladies de la vigne.

Notre fiscalité pousse les propriétaires à vendre leur bien à des étrangers qui rechercheront d'abord le profit

financier, au détriment de la qualité de notre vignoble.

Quand l'impôt nuit à l'organisation sociale, comme c'est le cas ici, il est nuisible. L'impôt sur la fortune est nuisible et doit être supprimé.

Précisons que je n'y suis pas soumis et que (malheureusement ?) je suis très loin d'y être assujettissable.

Fiscalité et emploi

Il faut une profonde réforme fiscale. Il y a urgence. Les petits commerces s'enlisent, les artisans sont à la peine, seuls s'en sortent les importateurs, les grandes enseignes qui n'hésitent pas à acheter en Chine ou au Viet-Nam au plus bas prix, des produits de basse qualité bien joliment emballés pour tromper l'acheteur fauché !

Les salaires d'aujourd'hui plus bas que ceux d'il ya dix ans, sont dus à cette politique délétère des grandes enseignes de distributions qui gagnent ainsi sur tous les tableaux : la France appauvrie vient acheter chez elle les produits bas de gamme et bon marché qui restent les seuls accessibles à ces revenus étriqués. Les petits commerçants perdent leurs fournisseurs nationaux qui font faillite les uns après les autres. On voit bien que cela ne pourra guère marcher bien longtemps : Quand tous les produits manufacturés viendront de l'étranger, qui payera les maigres salaires avec lesquels la France exsangue ira faire ses courses au supermarché ?

Il y a urgence. L'effondrement de la production nationale au profit des importations est contagieuse. Au début, l'Europe a perdu sa capacité à fabriquer des appareils photographiques. Puis le textile a suivi. L'automobile est en chute libre au profit des marques asiatiques. Maintenant l'outillage et l'électroménager se meurent. Par effet direct, nos aciéries, nos fonderies, nos usines d'électronique sont à l'agonie. Demain, les moyens de transport haut de gamme vont suivre. Que nous restera-t-il ?

Les services n'absorberont pas les millions de chômeurs qui s'apprêtent à rejoindre le pôle Emploi. Personne ne pourra se les payer !

Il y a urgence. Pour agir efficacement, il faut d'abord négocier avec les entreprises. Avec TOUTES les entreprises. Comprendre où sont les possibilités de rebond à court terme et à moyen terme. Inventer une fiscalité qui cesse de torpiller dans l'œuf toute velléité de produire en France. Inventer une fiscalité qui incite à distribuer de la qualité, et non du "pouvoir d'achat". **Le vrai pouvoir d'achat, c'est la vitalité de l'économie qui permet au salarié qui s'estime mal payé de changer d'entreprise.** Ce n'est pas la concurrence déloyale qui offre provisoirement des bas prix pour tuer le producteur en France.

Négocier avec les entreprises, cela veut dire aussi renoncer au dogmatisme, à la démagogie. De nombreux homes politiques ont fait la preuve en la matière de leur incapacité totale à mener cette réforme fiscale dont l'urgence est vitale pour notre pays.

Gaz de schiste

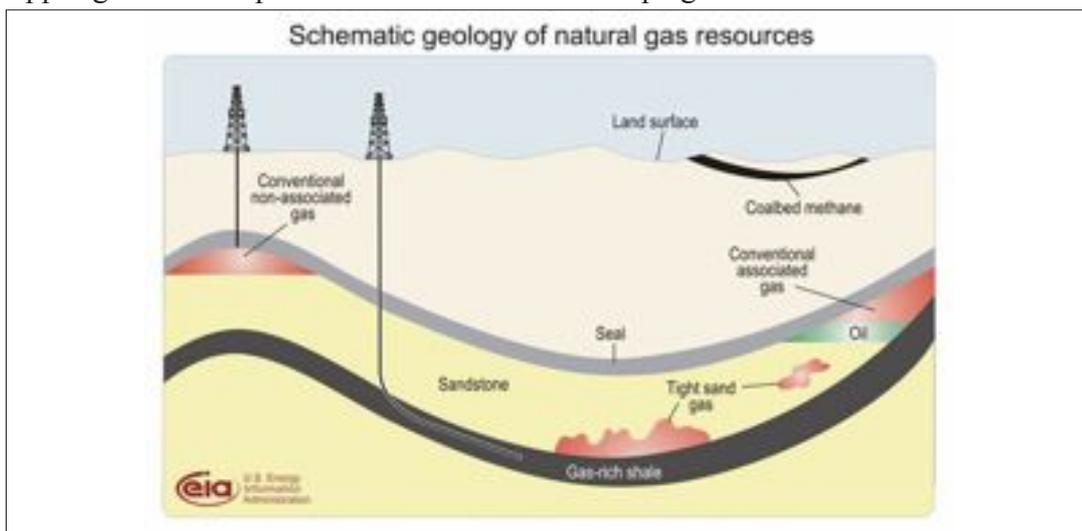
Une amie que j'apprécie énormément pour ses compétences, son honnêteté et son dévouement, me bombarde régulièrement d'informations, de pétitions contre l'exploitation du gaz de schiste.

Etant moi-même Ardéchois, je suis à priori déchiré entre deux positions opposées : le désir de voir enfin "mon pays" bénéficier d'une source de richesse susceptible de garder des jeunes au pays, (depuis 1987, j'ai vainement cherché à y trouver un travail dans mes cordes) et la crainte de voir ce département magnifique détérioré, si ce n'est pire, par une industrialisation sauvage, et pollué par cette énergie nouvelle mais inquiétante. Connaissant mal le sujet, j'ai essayé de le creuser. Voici le résultat de ma recherche.

Origines et gisements

Comme tous les hydrocarbures fossiles, le gaz de schiste provient de la décomposition de cadavres divers (en particulier de plancton marin) sédimentés au fond des océans et recouverts de tous types d'autres sédiments (boues...).

«Le gaz de schiste et l'huile de schiste sont issus de la décomposition de matières organiques piégées au fond des océans. Avec le temps et les transformations physico chimiques, ces fonds marins se sont transformés en roches métamorphiques (schistes). Une partie des hydrocarbures formés a migré et constitué des nappes gazeuses ou pétrolifères. Le reste est resté piégé dans la roche»



source: <http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:GasDepositDiagram.jpg>

Pour faire court, lorsqu'ils sont insuffisamment piégés, les hydrocarbures formés migrent vers la surface et finissent pas être éliminés naturellement. Lorsqu'ils sont piégés entre deux couches imperméables, on obtient un gisement de pétrole ou de gaz. Lorsqu'ils sont piégés dans la roche, on obtient du gaz de schiste.

De partout où on a du schiste, on a donc la possibilité que des hydrocarbures y aient été piégés. C'est le cas sur la bordure sud-est du massif central.

«En France, la géologie des différents bassins sédimentaires est plutôt favorable à leur développement, notamment dans le bassin du Sud-est, dans le triangle Valence-Montpellier-Nice» estime Roland Vially, géologue à l'IFP énergies nouvelles» (Durable .info)



source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Combien-de-permis-de-recherches.html>

«Il y a une quinzaine d'années, on ignorait comment exploiter ce gaz contenu dans ces formations géologiques. Ce gaz est aujourd'hui extrait en grande quantité aux États-Unis où il représente 12 % de la production locale de gaz contre seulement 1 % en 2000. En Europe et notamment en France, l'évaluation de ce type de ressources démarre à peine. Selon certains experts, les réserves mondiales de gaz de schiste seraient 4 fois plus importantes que les ressources en gaz conventionnel.» (Ministère du développement durable)

Importance actuelle du gaz de schiste :

Le gaz de schiste constitue une faible part de la production mondiale d'hydrocarbure. Il représente cependant un élément stratégique important. Par exemple, face à des producteurs tentés d'augmenter le prix des hydrocarbures, l'existence de gaz de schiste exploitable chez leurs principaux clients peut avoir un rôle modérateur. Si leur pétrole ou leur gaz devient trop cher, l'exploitation du gaz de schiste devient rentable, et ils perdront leurs pétrodollars.

«Selon une étude du Baker Institute of Public Policy de l'Université Rice, l'augmentation de la production de gaz de schiste aux États-Unis et au Canada pourrait contribuer à empêcher la Russie, le Qatar et l'Iran de dicter des prix plus élevés pour le gaz qu'ils exportent vers l'Europe». (Wikipedia)

«Par ailleurs, selon de nombreux économistes, la chute du prix du gaz aux États-Unis due à l'essor de la production des gaz non conventionnels profite aux industriels américains au détriment des Européens. Ceci est particulièrement notable dans le secteur de la chimie et de la pétrochimie, avec un écart de compétitivité croissant de part et d'autre de l'Atlantique et des transferts de capacités considérables depuis l'Europe et l'Asie vers les États-Unis.» (Wikipedia)

Importance des gaz de schiste sur le long terme :

Les ressources en hydrocarbures fossiles se réduisent. On nous a annoncé que "peak oil" aurait été franchi au début des années 2000 (nous consommons désormais chaque année plus de pétrole que nous n'en découvrons). On nous l'annonce à nouveau pour 2020 à 2040. Il viendra bien un jour.

Les énergies alternatives sont contestées (nucléaires) ou peu susceptible de remplacer le pétrole à horizon visible (énergies renouvelables). Comment assurer la transition ? Le gaz de schiste est une option qu'on ne peut pas rejeter à priori.

Procédé :

Voir le schéma au début de cette entrée : *«Le procédé s'appuie sur le forage directionnel (souvent horizontal), associé à la fracturation hydraulique, d'un grand nombre de puits. Le forage directionnel consiste à forer non pas verticalement, mais à une profondeur et un angle qui permettent au puits de rester confiné dans la zone potentiellement productrice, comme le montre le schéma ci-dessus. La fracturation hydraulique consiste à provoquer un grand nombre de micro-fractures dans la roche contenant le gaz, permettant à celui-ci de se déplacer jusqu'au puits afin d'être récupéré en surface. La fracturation est obtenue par l'injection d'eau à haute pression dans la formation géologique, autour du point d'injection.*

On ajoute des additifs dans l'eau afin d'améliorer l'efficacité de la fracturation :

** du sable de granulométrie adaptée, qui va s'insinuer dans les micro-fractures et empêcher qu'elles se referment ;*

** des biocides destinés à réduire la prolifération bactérienne dans le fluide et dans le puits ;*

** des lubrifiants qui favoriseront la pénétration du sable dans les micro-fractures ouvertes par la pression de l'eau ;*

** des détergents qui augmentent la désorption du gaz et donc la productivité des puits.» (Wikipedia)*

Les risques :

Des risques évidents sont inhérents au procédé : on injecte dans le sous sol des substances (biocides, lubrifiants) qui n'en ressortiront que de manière incontrôlée. Demain, nos descendants seront-ils impactés par les substances toxiques injectées à très grande profondeur ? J'en doute mais ne peux pas affirmer qu'ils ne le seront pas.

La migration de ces substances vers les couches supérieures, vers les nappes aquifères exploitables est-elle possible ? On ne peut pas se permettre de courir ce risque, s'il est effectivement présent.

Enfin, les fuites le long du système de forage peuvent concerner toutes les couches y compris en surface. Et cela est inacceptable.

«Des retombées négatives, via les pollutions engendrées, ont été identifiées dans le secteur des eaux de source et eaux potables, et ont donné lieu à une forte opposition, au moins en France, dans les secteurs du tourisme et de l'agriculture.» (Wikipedia)

"Une étude de l'EPA évalue actuellement l'impact de cette exploitation sur la santé et l'environnement. L'EPA a déjà retrouvé des composés hautement cancérigènes, tandis que 3 ou 4 cas de pollution des nappes aquifères adjacentes et de contamination de l'eau ont été relevés aux USA." (durable.info)

«L'ensemble des rapports réalisés en 2011 sur la question de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste met en avant l'impact négatif sur la ressource en eau et les milieux aquatiques des techniques utilisées par l'industrie gazière et pétrolière :

- recours à de grandes quantités d'eau pour la mise en œuvre de ces techniques

- risque non négligeable de pollution des nappes phréatiques et des aquifères profonds liées aux forages (fuites dans les puits cimentés) par les additifs au fort potentiel polluant (sels, acides, biocides, benzène ...).

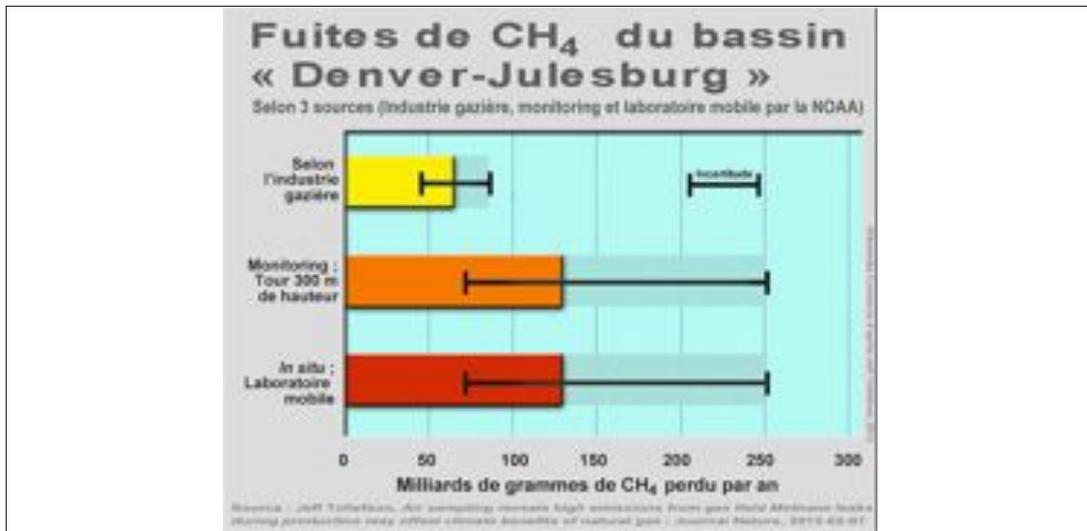
- risque non négligeable de pollution par les eaux de process qui comprennent de nombreux additifs au fort potentiel polluant (sels, acides, biocides, benzène ...). Il paraît impossible de traiter ces eaux de process qui finissent inmanquablement par regagner le milieu naturel et les différents aquifères.

- risque de pollution des aquifères par des migrations de méthane via des microfailles dûs aux séismes engendrés par la facturation.» (source : collectif 07 stop au gaz de schiste)

«La seconde conséquence est locale avec notamment des risques de pollution des nappes souterraines par manque d'étanchéité des forages (le risque étant aggravé pour le gaz qui est par nature éruptif par rapport aux huiles plus denses) et de pollution des sols (en cas de fuite des canalisations). La consommation d'eau est élevée (15 000 à 20 000 m³ par puits). L'implantation des machines à forer et des installations connexes peut émettre du bruit et avoir un impact important sur les paysages.» (source : Ministère du développement durable)

En revanche, je ne suis pas convaincu par l'argument selon lequel le gaz de schiste contribuerait particulièrement à la production de CO₂. Même si son exploitation représente une plus forte consommation d'énergie, sa proximité des lieux de consommation (pour ce qui nous concerne) représente à l'inverse un énorme gisement d'économie. Quelqu'un m'a dit un jour que le voyage d'un pétrolier consommait à lui seul 30% du pétrole qu'il transporte. Cela me semble exagéré, mais il est probable que (du point de vue de la production de CO₂) le transport du méthane en provenance d'Algérie consomme assez d'énergie pour rendre le gaz de schiste écologiquement pertinent.

De même, les pertes de méthane à la production existent, quelles que soient les ressources, gisement classique ou gaz de schiste. Je n'ai pas trouvé d'argument expliquant pourquoi il y en aurait plus avec le gaz de schiste. Quant au schéma ci-dessous, il traduit une certaine forme de manipulation. Quand on parle de pollution au méthane, on parle de millions de tonnes. Pourquoi l'exprimer en grammes ? Peut-être parce que 125 000 tonnes perdus par an, c'est assez négligeable pour un bassin de production ?



source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:ShaleGazGaz_de_schisteFrackingFracturationFuites2012NOAA.jpg

Bien plus inquiétant est le lien établi entre fracturation hydraulique et événement sismique :

"Selon le British Geological Survey, le centre britannique des tremblements de terre, il existe un lien bien connu entre fracturation hydraulique et tremblements de terre. En juin 2011, la société Cuadrilla Resources a dû interrompre son activité d'exploration dans le nord-ouest de la Grande-Bretagne, en raison de plusieurs séismes de magnitude 1,5 à 2,3.

«Plus qu'à la fracturation des roches, ces séismes seraient principalement dus à l'injection d'eau. Le phénomène avait été constaté dans le Colorado en 1960, alors que l'armée américaine se débarrassait par injection dans le sous-sol d'armes chimiques. Le séisme enregistré d'une magnitude de 5,5 sur l'échelle de Richter avait conduit à l'arrêt de ces injection» (Wikipedia)

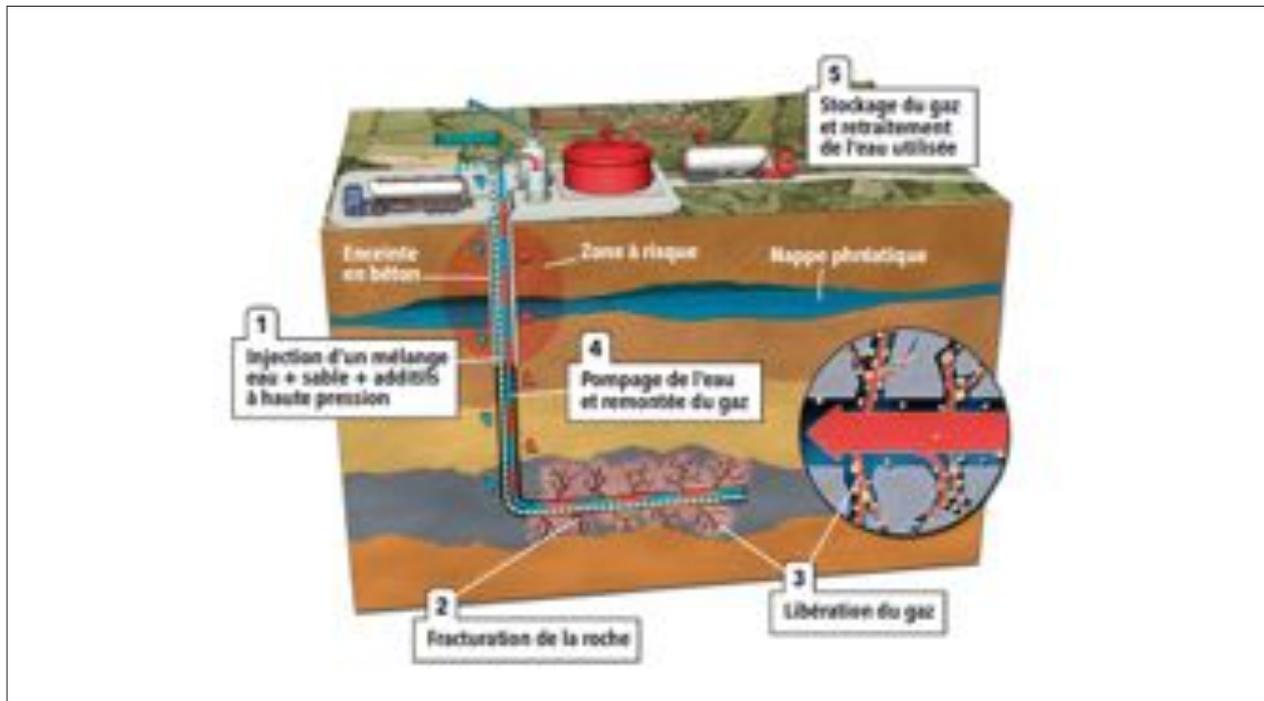
Ce caractère "sismogène" ne doit pas être négligé. Il interdit la fracturation hydraulique dans toutes les régions à risque sismique élevé. Car si un tremblement de terre de magnitude 2,3 est imperceptible, le phénomène peut être à l'origine du déclenchement de séismes beaucoup plus graves, là où les tensions tectoniques sont déjà proches des valeurs de ruptures.

Les solutions techniques :

Selon ce qui précède, il semblerait que, à ce jour, deux risques réels aient été identifiés dans le cas des exploitations existantes : le risque sismique et la pollution des nappes aquifères.

nappes aquifères :

Contrairement à ce qui est écrit sur le schéma ci-dessous, il n'y a pas que la nappe phréatique à protéger, mais bien l'ensemble des nappes actuellement accessibles et des nappes intéressantes pour un futur lointain. A chaque traversée de nappe aquifère, des systèmes d'étanchéité efficaces doivent être mis en place. On sait le faire. Certains, aux U.S.A. ont négligé de le faire et les résultats en ont été catastrophiques :



« À ce niveau, il est nécessaire de bien étanchéifier les parois du puits, quitte à augmenter le nombre de cuvelages et de cimentations, un peu comme les doubles coques des navires », explique Didier Bonijoly, chef du service géologie du Bureau de recherches géologiques et minières (source : la recherche, <http://www.larecherche.fr/content/actualite-terre/article?id=29656>)

Il faut de plus aller très loin dans l'analyse de défaillance. Les niveaux des couches vont se déplacer, d'une part à cause de la fracturation hydraulique, d'autre part à cause de la variabilité naturelle. Des anomalies de fabrication ou de fonctionnement peuvent exister : comment s'assure-t-on du contrôle de fabrication de ces systèmes d'étanchéité ? Comment s'assure-t-on de leur bonne tenue dans le temps ? Le problème n'est pas simple, mais il n'est pas non plus insoluble.

risque sismique :

Le risque existe, et doit être pris très au sérieux. Mais cependant, restons raisonnable. Exemple : le gisement gazier de Lacq. On en est aujourd'hui convaincu, l'exploitation de ce gisement (sans fracturation hydraulique !) est lui aussi "sismogène"(cf les travaux de l'italien Aloï, en 1956, et ceux de J.P. Rothe en 1977) Dans une région autrement plus active au niveau sismique que ne l'est le massif central, un seul séisme (1967, Arette), voir wikipedia) a eu des conséquences graves (1 mort, un village détruit à 80%), et rien ne dit qu'il y ait une corrélation avec Lacq !

En revanche, l'étude faite par Rothe sur Lacq confirme le risque lié à la fracturation hydraulique. Citant Mac Cain, il rappelle que, si la condition principale est l'existence de tensions tectoniques importantes, "le type de réservoir le plus favorable est celui où la porosité résulte d'un système de fractures dans les roches par ailleurs non poreuses et imperméables". Autrement dit, on reproduit artificiellement, avec la fracturation hydraulique, les conditions qui, à l'état naturel, sont optimales pour favoriser les risques sismique..

Conclusion

L'exploitation du gaz de schiste représente un risque nouveau et moins bien connu que la plupart des autres risques industriels.

L'homme a appris à faire face à des risques nouveaux. Quoi de plus dangereux, en soi, que le risque nucléaire ? Pourtant, les conséquences écologiques et humaines de la totalité des incidents et accidents

nucléaires survenus depuis l'avènement de cette énergie sont totalement négligeables, eu égard à l'énergie produite, par rapport aux conséquences de l'utilisation du charbon, ou même du pétrole.

Quoi de plus dangereux que de se balader à 15 000 mètres au-dessus du sol ? Pourtant, l'avion est devenu un système de transport des plus sûrs.

Si le sujet est traité avec sérieux, le gaz de schiste peut être, pour demain, une ressource d'avenir sûre et pas plus polluante que le méthane du Sahara.

Mais pour cela il faut impérativement éviter son exploitation aussi longtemps que les solutions techniques fiables aux problèmes posés ne sont pas clairement définies. Et la définition de ces solutions techniques passe par l'expérimentation !

L'expérimentation, cela peut être la réalisation de forages, l'injection d'eau et de sable, mais sans additif toxique, juste chargée de "marqueurs" destinés à détecter d'éventuelles fuites, et l'utilisation de ces forages pour qualifier les solutions proposées par les exploitants.

L'expérimentation, cela peut être la mesure de contraintes tectoniques sur un nombre significatif de points environnant ces forages et la mesure de l'évolution de ces contraintes après fracturation.

Préparer l'avenir, ce n'est pas s'interdire d'y réfléchir ! Je suis Reac : je ne supporte pas qu'on préjuge de l'incapacité de l'homme à surmonter un problème technique et qu'on ferme des portes au nom de ce nouvel obscurantisme qu'on nomme «écologisme».

Gliphosate

Affirmer que le gliphosate est cancérigène est très excessif. Mais il est interdit, en France, de dire que le Gliphosate n'est probablement pas cancérigène.

Il existe un organisme dont le rôle est de faire la synthèse des connaissances toxicologiques sur toute substance susceptible d'être utilisée dans un cadre professionnel. Cet organisme, l'INRS, édite des «fiches toxicologiques». La fiche n°273, date d'édition février 2018, très récente donc à l'heure où j'écris ces lignes, est très instructive.

Les mentions obligatoires sur l'étiquette sont :

H318 Provoque des lésions oculaires graves

H411 Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme

Les conseils de prudence P sont sélectionnés selon les critères de l'annexe 1 du règlement CE n° 1272/2008.

Au niveau des actions constatées sur l'animal, il est écrit qu'il n'y a pas d'action constatée en cas d'ingestion.

Il n'existe pas de donnée de cinétique chez l'homme.

Traduction : on ne s'est pas amusé à faire ingérer du gliphosate par l'homme, et aucune absorption accidentelle n'a donné lieu à une analyse documentée.

Quant à son côté cancérigène, il est écrit :

Effets cancérogènes

Une augmentation du risque d'apparition de certaines hémopathies a été observée chez les agriculteurs applicateurs les plus fortement exposés et chez ceux exposés pendant de longues périodes dans la cohorte « Agricultural Health Study » mise en place aux USA.

Dans la méta-analyse de De Roos (2005), les risques les plus importants sont observés chez les sujets exposés à certaines combinaisons de pesticides, dont l'association des herbicides atrazine et glyphosate .

Cependant ces observations pourraient être liées à l'effet d'autres agents cancérigènes potentiels associés à l'activité agricole comme l'exposition à des virus, bactéries, moisissures, solvants, gazole. Aucune conclusion définitive ne peut être rendue actuellement.

Autrement dit, à ce jour, le caractère cancérigène du glyphosate, suspecté dans le seul cas d'agriculteurs utilisateurs intensifs, n'est pas démontré. A l'inverse, une étude toxicologique a révélé que la prévalence des cancers était plus faible chez les agriculteurs de notre pays, premiers au contact du glyphosate, que dans le reste de la population française....

Le glyphosate, comme toute substance destinée à tuer la vie est une molécule à utiliser avec un maximum de précaution, à réglementer sévèrement, à surveiller quant à ses conséquences réelles ou suspectées. Interdire le glyphosate, pour ce qu'on en sait aujourd'hui, est inutile et dangereux. Si on veut pousser les agriculteurs à revenir aux chlorates de soude ou de potassium, interdisons le glyphosate et acceptons de polluer durablement nos nappes aquifères !

Histoire

Dans l'Histoire il y a toujours trois niveaux, au moins.

Il y a des faits qui s'enchaînent selon une logique qui échappe parfois à ses acteurs, mais que l'Historien, s'il se base sur une chronologie solide et exhaustive des événements, peut approcher avec plus ou moins de pertinence.

Il y a les points saillants que les collectivités en ont retenu. La vision de Jeanne d'Arc chez les Anglais n'est pas celle des Français ; Napoléon est plus populaire en France ou en Suède qu'en Espagne. Cette mémoire historique, faite d'occultations et de mises en avant pas toujours totalement honnêtes, est pourtant le ciment d'un peuple. L'Algérie actuelle traite en héros des lâches qui ont massacré des villages entiers, femmes et enfants compris, dans le seul but de dissuader les autres d'avoir des relations positives avec l'administration Française. Pour les partisans de l'Algérie Française, les pieds-noirs, les Harkis, le FLN est d'abord une bande de tueurs sauvages et inhumains. Qui a raison, qui a tort ? L'Algérie a besoin de ce mythe pour souder un peuple issu de racines trop différentes, comme la France a mis en avant la Résistance pour ressouder un peuple déchiré par la collaboration.

Il y a, enfin, l'exploitation temporaire et politique de l'histoire. Et celle-ci est inacceptable. Quand le président Algérien Bouteflika remet sans cesse au premier plan la culpabilité présumée de la France dans les problèmes de l'Algérie des années 2000, il cultive la haine, il empêche tout progrès dans les relations entre la France et ce qui fut, en son temps, son plus bel espoir d'intégration harmonieuse d'une population africaine. Des liens amicaux entre la France, gros consommateur d'énergie, et l'Algérie, riche de ses gisements de gaz et de son ensoleillement exceptionnel, permettraient à ce pays de se développer dans de bonnes conditions et d'offrir à sa jeunesse les espoirs qu'elle vient chercher, vainement, chez l'horrible colonisateur déchu. Mais Bouteflika préfère cultiver la haine pour souder son peuple autour de sa personne.

Ce n'est pas le seul exemple d'exploitation basement politicienne de l'Histoire. L'exploitation politique est aujourd'hui monnaie courante, sur l'esclavage, la guerre d'Algérie, la collaboration et la résistance, la guerre de sécession aux Etats-Unis...

Cette exploitation politique implique généralement de s'écarter encore un peu de la part de vérité que contient la mémoire historique des Peuples. Je ne serai pas étonné que la mode actuelle du refus de la chronologie dans l'enseignement de l'histoire ne soit destiné à permettre l'endoctrinement de la jeunesse par un mensonge construit non plus dans un but d'unité nationale, mais dans un but de manipulation politicienne.

En bon réactionnaire, je tiens à ce que l'histoire soit enseignée dans un cadre chronologique, cadre dans lequel les causes et effets apparaissent souvent avec tellement de clarté que toute propagande devient

illusoire.

Islamisme

Appel à la haine . Il n'y a pas d'expression plus juste : une semaine après l'attentats contre Charlie Hebdo, le 15 janvier 2015 vers 13h40 sur France info, une sociologue dont je tairai le nom se permet de faire l'amalgame entre l'extrême-droite et l'islamisme.

À l'heure où on aurait dû parler d'union nationale, à l'heure où on aurait dû communier dans la réprobation des crimes lâches commis par les islamistes, cette bonne-femme appelait à la haine envers ceux qui, les premiers, ont vu venir le danger.

Quand l'extrême-droite tirait la sonnette d'alarme face aux dangers liés à une incomplète intégration de certains immigrés, on n'a rien fait pour résoudre le problème, on a traité ses responsables de racistes. Aujourd'hui, cette minable sociologue se permet de les insulter à travers une comparaison impertinente !

Depuis plus de 20 ans, ni l'extrême-droite ni l'extrême-gauche n'ont tué personne en France, sauf par accident, dans le cadre de bagarres entre gens aussi violents d'un côté que de l'autre. Je condamne la violence verbale de Mélenchon comme je condamnais la violence verbale de Jean-Marie Le Pen. Comme je condamne la violence verbale habituelle de Charlie-Hebdo.

Mais ce n'est que de la violence verbale.

A l'inverse, la violence politique, de la part des islamistes, n'est pas que verbale. C'est de la violence intentionnelle, physique, avec à la clé l'intention de tuer. Rue des Rosiers, Khaled Kelkal, le gang des barbares, Mohamed Merah, l'attentat contre Charlie Hebdo, celui contre le super-marché Kashner, la promenade des Anglais à Nice, les horreurs quotidiennes en Syrie auxquelles ont participé des islamistes français, tout cela dure depuis trop longtemps, et notre petite sociologue stupide semble ne pas s'en rendre compte.

Je veux bien admettre que l'Islam est une religion de paix. Je le vois quotidiennement autour de moi : les Musulmans que je rencontre dans la rue, dans mon travail, parmi mes amis, sont des gens doux et pacifiques. Mais taire une vérité sous prétexte de ne pas "stigmatiser" une population est malsain.

C'est à cause de l'islamisme qu'on a inventé le plan vigipirate, c'est contre l'islamisme qu'on le réactive périodiquement. Ce n'est pas l'extrême droite française qui est à l'origine de l'islamisme, mais bien la peur de l'islamisme qui donne des ailes et des adhérents à l'extrême droite ! L'attitude de notre elisabète sociologue est du même niveau d'ineptie que la décision d'écarter le Front National de l'organisation de la manif contre le terrorisme, du 11 janvier 2015.

Israël

Pourquoi, en France, doit-on systématiquement opposer Israël et Palestine ? Le rôle d'une grande démocratie devrait être de concilier, de favoriser des solutions pacifiques aux problèmes apparemment insolubles qui se posent au Moyen-Orient. Qui de plus irréconciliable que la France et l'Allemagne ? Quoi de plus solide que le couple franco-allemand au cœur de l'Europe ? Il y a des solutions à tout, à condition d'y croire et de ne pas jeter l'huile sur le feu. Les Israéliens qui ont fait progresser la paix (accord d'Oslo avec l'ancien terroriste de l'Irgoun, Menahem Begin, évacuation de la bande de Gaza sous la férule du «Faucon» Ariel Sharon...) n'étaient pas des pacifistes mais des amoureux d'Israel qui avaient compris que la paix ne pouvait se faire qu'en acceptant de discuter avec ses ennemis.

L'aspiration des Palestiniens à vivre dans leur pays est légitime, j'y reviendrais plus loin (voir le mot Palestine).

La position des Juifs d'Israel est légitime. Ils sont arrivés dans ce pays «où coule l'eau et le miel» il y a

3400 ans, selon les traditions chrétiennes et juives, peut-être près de 5000 ans selon l'archéologue Emmanuel Anati. A plusieurs reprises, une partie de la population juive a été chassée de ce territoire. En l'an 136, l'empereur Adrien dispersa les Juifs sur l'ensemble de l'Empire. Depuis cette date, il y a plus de Juifs hors de Palestine qu'en Palestine. Entre l'an 136 et le milieu de XXème siècle, les Juifs étaient minoritaires en Palestine.

Pourtant, pendant près de deux mille ans, les Juifs ont continué à se considérer comme habitants de la Palestine, en exil provisoire. Pendant près de deux mille ans, ils ont continué à psalmodier «l'an prochain à Jérusalem». Et une importante population juive s'est maintenue sur place.

Dans l'empire ottoman, la Palestine était une région délaissée. Jérusalem était une ville juive, avec 7000 habitants en 1845, sur une population totale de 16 000. Sous l'effet du sionisme lancé par Théodore Herzl, en 1912 les Juifs représentent deux-tiers de la population de la ville sainte (45 000 habitants sur 70 000). Jérusalem n'a jamais cessé d'être, aux yeux des Juifs, la capitale de leur Peuple. Elle n'a jamais cessé d'être, historiquement, une ville juive.

De tous temps, de nombreux Juifs se sont réfugiés en Israël en espérant échapper à l'antisémitisme de leur pays d'origine. Par exemple, l'Espagne les a chassés en 1492. Pendant des siècles, et en particulier au XIXème siècle, les Juifs de Russie ou de Pologne ont eu à subir des pogroms. Ils ont massivement cherché à quitter l'Europe de l'ouest face aux persécution nazies. Ainsi, la faible population juive restée en Palestine au début de la diaspora du IIème siècle s'est vue enrichie, au cours du temps, d'une population nouvelle, qui avait vu d'autres cultures, d'autres modes de vie, d'autres techniques.

Mais les juifs restaient, en particulier à partir de l'avènement de l'Islam, des dimi, des citoyens aux droits réduits, généralement très pauvres.

Une partie du problème entre Juifs et Musulmans en Palestine vient de l'afflux de juifs immigrés qui, dès le XIXème siècle, on cherché à s'installer définitivement en Palestine. Si la Palestine était un territoire à l'abandon, les terres cultivables et cultivées suffisaient à peine à la population présente, et il fallait loger ces immigrés.

Certes, il y a eu des «khap», des appropriations illégales de bâtiments et de terrains à l'abandon de la part d'immigrés juifs. En particulier en 1888 et 1889. Mais les habitants de ces khap ont été expulsés par l'autorité (turque puis anglaise). Pour l'essentiel, les Juifs de l'Alyiah ont tout simplement acheté leurs terres à des propriétaires arabes. Dans ses mémoires, Moshe Dayan met le doigt sur l'un des problèmes qui perdure en Palestine : de l'avènement du sionisme jusqu'à 1948, l'immigré juif qui achète un terrain pense légitimement en être propriétaire et avoir le droit de s'y installer et d'y travailler la terre. Le fellah qui habite la maison de son père, de son grand-père et du grand-père de son grand père et exploite, comme ses ancêtres, les terres environnantes, peut légitimement penser en avoir le droit. Mais nous parlons ici de la même terre. Le vendeur ne s'est pas soucié des fellahs installés sur la terre qu'il vendait aux Juifs. Il n'a pas informé l'acheteur de l'existence de ce Fellah, peut-être par peur de perdre son client. Le conflit entre deux perceptions aussi légitimes l'une que l'autre était inévitable. Il a parfois été très violent avec des pogroms meurtriers comme en 1915 et 1921.

Le Yishouv (la communauté des Juifs de Palestine) s'est organisée pour se défendre contre ces agressions qui le visaient. Succédant à des mouvements d'autodéfenses respectueux de l'ordre en place -Bar Giora puis Hachomer (le protecteur)- la Haganah (la défense) et l'Irgoun Tzvaï Leoumi (Organisation militaire nationale) se sont mués en mouvements indépendantistes para-militaires et ont obtenu la reconnaissance d'un Foyer National Juif, devenu l'état d'Israël en 1948.

Les Israéliens d'aujourd'hui, les «Sabra» nés en Palestine ont autant de droit à y vivre que les Palestiniens. Sans une reconnaissance mutuelle de ce droit, il n'y aura pas de solution au conflit israélo-palestinien. Et aujourd'hui, aucun mouvement palestinien ne semble prêt à faire cette concession majeure : accepter l'existence d'un état juif en Palestine. Quand un Palestinien, M. Muriaz Zat, s'attaque aux mouvements palestiniens devant le parlement européen, tout le monde s'en fout. Il est donc légitime pour les Juifs de faire preuve de la plus grande intransigeance et de continuer à se défendre contre les innombrables attaques du Hamas : roquettes, bombes humaines, sabotages... Rappelons en cette occasion que les armes israélienne servent à défendre la population israélienne, quand la population palestinienne sert à défendre les armes

palestinienne. En effet, quand le Hamas place un pas de tir pour ses missiles, il préfère l'installer sur le toit d'une école, au cœur d'un quartier surpeuplé, afin que l'inévitable destruction de ce pas de tir par Israël se transforme en massacre de victimes innocentes.

Juif

J'aime les Juifs. J'ai enseigné dans une école confessionnelle juive, une Yeshivah. J'ai rencontré là-bas des jeunes et des profs bienveillants et d'une grande culture, capables d'analyser les problèmes avec une finesse rare, capables d'un humour varié, pratiquant aussi bien l'autodérision qu'une ironie féroce face à leurs «adversaires».

J'aime les Juifs car Israël, pays en guerre et en situation de cessez-le-feu, et non de paix, depuis déjà soixante-dix ans n'hésite pas à intervenir chez ses voisins-adversaires pour y apporter de l'aide humanitaire. Parce que seuls les Juifs osent larguer des tracts au-dessus du quartier qu'ils sont contraints de bombarder (pour éliminer les batteries de missiles tirant sur Israël) afin de prévenir la population de la nécessité de s'éloigner.

Kurdes

Lxx

Médiocratie (ou Médiacratie ?)

Notre régime politique n'est plus vraiment une démocratie. Dans une démocratie, le pouvoir est confié au Peuple. Bien évidemment on ne va pas demander au Peuple son avis sur toute décision, y compris technique. Nous devrions être en démocratie représentative : une personne ou un parti se présente aux élections et explique ses convictions sur un certain nombre de sujets clivants. Le Peuple désigne ses représentants, décideurs potentiels, sur cette base.

Aujourd'hui, par l'existence de médias de masse, et de par la place excessive de certaines sensibilités politiques dans ces médias, la personne ou le parti n'a plus droit à la parole que dans la courte période électorale qui précède chaque élection. Le reste du temps, c'est à dire quelques centaines de semaines entre chaque quinzaine de jours de période électorale, c'est la médiacratie, le pouvoir des médias, qui assène ses vérités, qui diffuse sa propagande à grande échelle, qui sélectionne les prises de position des uns et des autres en fonction de ses buts inavoués.

Ainsi, le pouvoir tombe dans les mains, non de personnes -les élus- qui devront assumer leur choix, mais d'irresponsables qui se contentent de critiquer, de dire où est le bien et le mal (à leurs yeux), mais n'auront jamais à mouiller la chemise pour traiter des problèmes qui se posent au Peuple au quotidien. De manière générale, les médias du «service public» tapent sur tous les responsables qui assument leurs décisions, et donnent une tribune excessive à tous les «opposants», les «contestataires», les «lanceurs d'alerte». Mieux vaut «s'indigner» que chercher une solution concrète aux problèmes. Travailler, aller au fond des choses pour identifier les problèmes et proposer des solutions pertinentes est devenu un délit passible de l'opprobre de nos faiseurs d'opinion. Ainsi, la médiocrité des lâches et des incompetents prend le pouvoir aux dépens de la compétence et du courage. C'est ce que j'appelle la médiocratie. Elle est l'une des maladies les plus profondes et les plus pérennes de notre époque.

Je suis un réac, je méprise cette attitude irresponsable.

Militantisme

Que signifie être militant ? Je ne sais pas. Je ne veux plus le savoir. Je les observe et ils me déplaisent profondément. J'ai toujours abhorré les militants de tous bords, pour leur fermeture d'esprit, pour leur monologue institutionnel et leur refus du dialogue.

Dès lors qu'on accepte une parcelle de mensonge, une once d'aveuglement, le militantisme devient

dangereux.

En revanche, j'ai apprécié l'engagement, la sincérité, de ces gens qui se démenent pour une cause, même quand cette cause me déplait. «Quinta», quand j'étais au lycée, était à l'image même, peut être à l'origine, de ma vision du militantisme. Aussi radicalement communiste que j'étais «de droite» (à ses yeux) passionné, engagé, corps et âme dans son combat. J'avais de l'estime pour lui et pour sa flamme. Mais en revanche, il était peu attaché à la vérité, lorsqu'elle allait contre ses «arguments». Comme mon père l'avait entendu de la bouche de son chef du temps de son engagement communiste dans les FTPF, il pensait probablement : «la vérité est un luxe bourgeois».

Leur raisonnement est simpliste et radical : celui qui détient la Vérité n'a pas besoin d'écouter les opposants. Il ne peut que les convaincre ou les détruire. Les militants sont de gens bien, leurs opposants sont méprisables. Ce principe est à la base du militantisme, et je le refuse.

Aujourd'hui, un député socialiste ose dire que l'URSS était l'ennemi du communisme, que le goulag était destiné aux communistes. Cela fait encore rigoler une majorité de ses auditeurs, car beaucoup de jeunes adultes qui ont connu la chute du mur ont moins de 50 ans aujourd'hui. Mais la méthode n'est pas nouvelle. Le mensonge répété inlassablement devient vérité idéologique. Les communistes français (ceux du PC comme ceux de la LCR) nous y ont habitués depuis longtemps ; et ça marche. Laissez moi citer quelques exemples de mensonges transformés en réalités, ou de réalités occultées par l'action de militants engagés.

Qui ose rappeler que la France démocratique a été en guerre contre l'Armée rouge au début des années 40, aux côtés des Polonais, avant d'être en guerre contre l'Allemagne ?

Qui osera rappeler que le Parti Communiste Français a appelé à la désertion, à la solidarité avec les soldats nazis, alors alliés de la Russie communiste (pacte Ribbentrop-Molotov) ?

Qui osera dire que les gens de droite étaient aussi nombreux dans la Résistance que les gens de gauche ? Cette vérité historique a été remplacée par le mythe idéologique du «Parti des Fusillés».

Qui osera dire que Jacques Doriot, le fondateur de la LVF nazie était l'ancien secrétaire du Parti Communiste de Seine-Saint-Denis ?

Hitler, homme de droite ? Sa politique intérieure, dirigiste, était bien plus proche d'une politique socialiste que d'une politique de droite ! Encadrement de la jeunesse pour la faire adhérer aux règles collectives, dirigisme économique : idées de droite ? La réalité historique est que le parti National Socialiste est effectivement nationaliste (idée de droite, dans la mesure où elle s'oppose à l'internationale socialiste, mais idée historiquement bien partagée entre droite et gauche) ET socialiste (de gauche). Les germanophones savent très bien qu'en allemand, Socialisme National se dit Nazional-Socialism (Nazi). En inversant les termes («national socialisme») par rapport à une traduction honnête (Socialisme National), on a cherché à occulter que le parti Nazi était à la base un Parti socialiste et non un parti de droite. National car refusant l'embrigadement dans l'internationale socialiste, mais socialiste.

Qui osera rappeler que le «parti de la résistance» a osé mettre à sa tête dans les années 70, un homme qui n'a pas eu le courage de refuser le STO, qui a travaillé chez Messerschmitt et participé ainsi à l'effort de guerre Allemand ?

Qui me croira si je vous dit que Mussolini était marxiste-léniniste et que la plupart des membres du parti fasciste italien étaient d'extrême gauche ? Pourtant, loin de toute idéologie, Malaparte l'écrivait en 1925, peu de temps après la prise de pouvoir par Mussolini (voir ici-même l'entrée «fasciste»)

Le pape Pie XII, pape de Hitler ? Ce pape engagé contre le nazisme a exprimé «mit brennender Sorge» , avec une «inquiétude brûlante» son opposition aux lois raciales, alors même qu'il mettait par cette action son clergé en danger. Son engagement auprès des Juifs lui a valu d'être déclaré «Juste» après la guerre par des autorités juives. Mais voilà, ce pape était opposé à tous les extrémismes, il était donc aussi anticommuniste. Cela, c'est impardonnable, et les milieux intellectuels européens de gauche ont tout fait pour salir sa mémoire.

Les trois quarts des gens qui me liront croiront que j'invente. Mais vous pouvez tous vérifier la réalité de ces faits-là. Car il n'y a dans les exemples ci-dessus que des faits, aucune opinion. Et cela semble incroyable car la propagande a fonctionné à plein régime pour nous faire gober les mensonges de la bien-pensance marxiste.

Pour moi, le débat politique, ça devrait être le partage, la confrontation bienveillante des idées, la recherche de l'accord aussi improbable soit-il... Mais le débat politique est impossible avec la plupart des militants.

Nationalisme

Notre vie s'inscrit dans un ensemble de référentiels concentriques.

Je suis. Avec mes qualités et mes défauts, je ne peux vivre sereinement sans un minimum d'estime de moi-même.

Je suis fils de mes parents, je suis père de mes enfants. Je suis le mari de mon épouse. Ces trois niveaux qui n'en font qu'un, ma famille, sont un roc sur lequel je m'appuie, qui me motive pour avancer quand ma vie semble dure ou insipide. «Ils» sont là, près de moi, au moins par le cœur. Je me dois à «eux».

Je suis habitant de mon village. Tous ces gens qui me sont proches géographiquement sont très différents. Les uns sont laïcards obtus, d'autres grenouilles de bénitier, et entre les deux, on trouve de tout. Ils couvrent un large spectre qui va de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. Quelques-uns, à peine un sixième d'entre eux, sont engagés dans la vie associative, comme je le suis moi-même. D'autres se plaignent de ce «village dortoir» qu'ils ne cherchent pas à réveiller. Pourtant nous cohabitons sereinement, nous travaillons ensemble sur des projets locaux, au sein de diverses associations. J'aime mon village et ses habitants, même si je n'en connais que les deux-tiers.

J'aime le département de la Savoie, avec sa culture et son identité forte, bien perceptible dans mon village, et que je retrouve pour l'essentiel de Tignes à Yenne, de Montméliant à Ugine. J'aime le caractère buldozzer et joyeux de ses habitants.

Je vis dans la Région Rhône-Alpes. Cette région au cœur du sillon rhodanien possède une culture commune, avec un forte influence méditerranéenne tempérée par la présence de rudes montagnards des Alpes et du massif central. Je retrouve en Savoie des traces de ma culture ardéchoise. J'aime ma région, elle a une histoire, une unité.

J'aime la France, le pays de la première déclaration des droits de l'homme, le pays de la Résistance au Nazisme. Je n'oublie pas qu'elle est aussi le pays de la Terreur et de la Collaboration. Mais c'est mon pays, c'est d'abord dans son cadre que je me sens amené à participer au débat politique. Il est, à mes yeux, l'échelon pertinent de la décision qui me concerne sur le plan international. Sous réserve d'avoir un vrai président, et non un flamby inconsistant, sa voix est écoutée dans le monde entier, bien au-delà de sa représentativité démographique. Ses contempteurs français l'oublie trop souvent.

J'aime l'Europe. Dès l'âge de quinze ans, je militais pour l'Europe, et je n'oublie pas que les jeunes de gauche que je cotoyais alors s'opposaient à la construction européenne sous prétexte qu'elle était portée, en France, par le Président centriste donc, à leurs yeux, de droite, Giscard-d'Estaing. Ceux qui me traitent aujourd'hui d'euro-sceptique étaient, à l'époque, en face de moi, contre la construction européenne.

J'aime le monde occidental, né de la diffusion de la culture (orientale) juive à travers le Christianisme. Il y a peu d'exemples dans le monde où, même dans la pire des guerres, on respecte la «trêve de Dieu» ; où le seigneur, aussi tyranique soit-il, se sent responsable de son peuple, à l'image du berger responsable du bien-être de ses brebis. Cette culture-là a dominé notre monde pendant une quinzaine de siècles. Elle a laissé des traces profondes, y compris dans les discours des laïcards antiroyalistes les plus obtus.

J'aime l'humanité. Il est étrange que, dans la nature, un animal soit totalement sorti du lot, jusqu'à dominer l'ensemble de la nature, à lui imposer ses vues, à en réguler les mécanismes. L'Homme n'est pas seulement le destructeur que nous présentent quelques «antispécistes». Depuis qu'il laisse la trace écrite de sa vie, nous voyons qu'il s'inquiète de la nature, qu'il protège des animaux en échange de leurs services. Il protège et entretient ce qu'il considère comme son domaine : la planète Terre. Certes il est maladroit et ne prend conscience de ses erreurs que lorsque les conséquences en deviennent lourdes. Mais il prend conscience de ses erreurs, il cherche à les corriger pour gérer son domaine au mieux. Cela était vrai des Français qui envahissaient l'Amérique du Nord, alors que Vauban faisait planter des forêts pour compenser les vastes coupes nécessaires à la construction des navires de Sa Majesté. Cela était vrai des «Peaux-rouges» qui voyaient dans chaque élément de la Nature un être à part entière qu'ils devaient respecter. Non,

Malgré les abus de certains, l'homme n'est pas le malfaisant qu'on se complaît à décrire.

J'aime notre planète et ses habitants, qu'ils soient végétaux ou animaux, virus, vers de terre, humains, guêpes, crocodiles ou éléphants. La protection des uns implique souvent la mort d'une partie des autres. Pour sauver le buis, en voie de disparition, il faut bien limiter la propagation de la pyrale et détruire des milliers de jolis papillons aux fines ailes blanches liserées de noir. On peut aussi laisser faire et accepter que le buis disparaisse de nos régions. Je préfère que nous continuions d'agir sur la Pyrale. Mais je comprends que l'on puisse préférer l'inverse : laisser la pyrale détruire le buis, et mourir ensuite de la disparition de son milieu naturel. Il restera probablement quelques pieds de buis et quelques pyrales pour repartir sur des bases plus saines.

Chacun de ces cercles concentriques a de l'importance à mes yeux. Au niveau des relations humaines, le plus important est mon village ; au niveau de l'action politique, je m'attache à mon pays : je suis donc nationaliste.

Le nationalisme n'est pas le repli sur soi, c'est la prise en compte d'une réalité : la démocratie s'exerce dans un cadre particulier. Au sein de ce cadre, il y a des subdivisions. Dans l'autre sens, ce cadre interfère avec le monde extérieur.

Ce cadre doit posséder une certaine force pour que ses interférences avec le monde extérieur puissent se réaliser sans heurt. Ce cadre sera respecté pour ses valeurs par ceux qui partagent des valeurs similaires ; mais il sera respecté pour sa force par ceux qui combattent ces mêmes valeurs.

Pour illustrer ceci, le monde occidental respecte l'héritage de la France, historiquement l'une des premières démocraties du monde post-romain ; à l'inverse, de nombreux pays que je ne citerai pas pour éviter des polémiques inutiles considèrent la démocratie comme une maladie à l'opposée de leur culture. Ils respectent la France pour sa capacité de frappe militaire à tous niveaux, qui va de la bombe atomique au «coup de main» de quelques barbouzes isolés, en passant par l'armée la plus classique. Il ne la respecte pas pour ses valeurs mais pour sa force.

La démocratie s'exerce donc dans un cadre particulier. Quel peut être ce cadre ? J'aimerais bien que ce soit l'Europe. Mais l'Europe, à ce jour, a fait preuve de faiblesse au niveau de ses valeurs comme au niveau de sa capacité de défense.

Je n'épiloguerai pas sur ses capacités militaires, caractérisées par un savant mélange d'impuissance politique, d'immobilisme et de non-investissement matériel.

Beaucoup se gargarisent de ses «valeurs» et, au lieu de regarder honnêtement une réalité qui leur déplaît, considèrent que la Hongrie, la Pologne, trahissent ces valeurs... La seule valeur commune à toute l'Europe, c'est le christianisme, que nos grands penseurs veulent passer sous silence. Historiquement, il n'y en a pas d'autres. Mais là où les droits de l'homme restaient une idée lointaine, le Souverain, chrétien, avait le respect de son peuple. Au nom de Dieu.

A l'inverse, on trouve un grand nombre de valeurs largement acceptées au sein de notre Etat-Nation : la démocratie, le souhait d'un état fort, incarné par un chef emblématique, la méfiance face aux dogmes, qu'il s'agisse du socialo-communisme ou du libéralisme-capitalisme débridé. Les Français, dans leur ensemble, aiment le débat politique, et la Nation française est le lieu principal de leurs débats. Ils ne semblent guère passionnés par d'éventuels débats à l'échelle européenne. Ils regardent souvent la politique européenne à travers le filtre de leur vision très française de la politique.

Je suis nationaliste donc réac car je crois qu'aujourd'hui, seule la Nation permet aux Français de débattre librement des choix qui nous concernent, tout en nous protégeant contre toute menace extérieure, qu'elle soit militaire, culturelle ou démographique.

Obscurantisme

On a beaucoup reproché à l'Eglise son «obscurantisme», en particulier à propos de Galilée. Mais qu'entend-on par ce terme ?

Selon mon vieux dictionnaire Larousse, c'est l'opposition à l'instruction, à la raison, au progrès. Difficile de justifier que cette accusation soit appliquée à l'Eglise. C'est bien souvent elle qui a pris l'initiative de l'ins-

truction, longtemps avant Jules Ferry. La raison est un terme assez généraliste, mais quand l'Eglise appelle à la tempérance, à l'attention aux autres, s'oppose-t-elle vraiment à la raison ? Tout au plus pourrait-on relever que l'Eglise, en se voulant pôle de stabilité dans un monde changeant peut, effectivement, s'opposer à certaines évolutions qu'elle ne voit pas comme «progrès».

L'obscurantisme me semble plus précisément le fait de faire passer sa conviction, sa foi, devant la réalité incontestable. Et à ce titre, l'obscurantisme moderne est porté par une certaine forme d'écologisme.

Quand des journalistes, voire des «scientifiques» disent que la voiture électrique, ou pire encore la voiture à hydrogène, est moins polluante que la voiture diesel, c'est de l'obscurantisme. Tous les ingénieurs qui ont étudié le sujet savent que c'est faux (voir l'entrée «voiture propre»).

Quand on nous assène qu'il y a aujourd'hui des îles menacées de submersion à cause du réchauffement climatique, c'est de l'obscurantisme. La montée du niveau des eaux océaniques (30 cm en deux siècles) n'a d'influence que là où personne n'aurait jamais imaginé de construire. Car depuis toujours, on ne construit jamais un logement à seulement un ou deux mètres au dessus du niveau de la mer à marée haute. Il y a toujours eues tempêtes, avec des amplitudes qu'on peut qualifier de décennales, centennales, tricennales par exemple et on sait bien que lors de ces tempêtes les zones les plus basses sont inondées. C'est généralement l'irresponsabilité de certains qui pousse à construire là où nos ancêtres n'auraient jamais osé construire. C'est cette irresponsabilité qui est la cause des problèmes de submersions marines plus que la hausse de 30 cm du niveau des mers.

Concernant le Pacifique, dès 1918, le géologue W.M. Davis démontrait que de nombreuses îles se trouvaient sur des sols ayant une tendance naturelle à l'affaissement. Il écrit ainsi, à propos d'un document antérieur concernant Tahiti *«L'attention y était particulièrement attirée sur le fait que l'existence de vallées en partie submergées, le long des côtes bordées de récifs, prouve de façon manifeste qu'il y a eu affaissement»*. Dans ma jeunesse, j'avais entendu parler de ces affaissements naturels des îles «coralliennes» -pardonnez moi ce qualificatif impropre- bien antérieur au réchauffement climatique, et dont on savait déjà, il y a plus de trente ans, qu'il aurait des conséquences dramatiques pour certaines d'entre elles. Aujourd'hui, si le niveau moyen d'une île baisse de quelques mètres, on oublie la réalité scientifique et on parle de la hausse du niveau des mers et du réchauffement climatique : c'est clairement de l'obscurantisme.

Palestine, Palestiniens

Essayons en quelques lignes de résumer l'histoire récente des «Palestiniens». Pour simplifier mon propos, j'appellerai Palestiniens les habitants musulmans situés entre le Jourdain et la Méditerranée, bien que la réalité soit nettement plus complexe.

Plus complexe car, en réalité, le territoire ottoman de «Palestine» recouvrait à peu près les limites actuelles d'Israël et de Jordanie.

Après la guerre de 14, sur les ruines de l'empire ottoman, la Société des Nations a donné aux Britanniques mandat pour la création d'un «Royaume de Transjordanie» et d'un «Foyer National juif», idée confortée par la «déclaration Balfour».

Les Palestiniens situés à l'est du Jourdain étaient tout naturellement les habitants de Transjordanie. Les musulmans situés à l'ouest étaient simplement sous mandat britannique, sans appartenance nationale reconnue. Ils étaient cependant issus d'une même culture, d'une société tribale dans laquelle la notion d'état n'était guère présente. Cette situation inconfortable s'est prolongée jusqu'à la création de la Jordanie, en 1946, puis d'Israël en 1948.

Les limites de l'état d'Israël à sa création étaient assez différentes de ce qu'elles furent après quelques mois : à l'issue de la première guerre israélo-arabe, la Jordanie a annexé la Cisjordanie, qui à sa création ne lui appartenait pas. Des territoires attribués aux Arabes ont été annexés par Israël. Les gens qui parlent du «retour aux frontières d'origine» parlent en réalité du retour sur la ligne de cessez-le-feu de 1948. La bande de Gaza s'est alors retrouvée enclavée, séparée du reste des Palestiniens.

Les Palestiniens de Cisjordanie ont assez facilement accepté l'annexion de leurs territoires par le roi de Jordanie (janvier 1949) et de nombreux réfugiés rejoindront la Jordanie.

En 1968, la Guerre des Six-Jours qui a permis à Israël de récupérer ces territoires et à nouveau, des

Palestiniens se réfugieront en Jordanie, où ils mettront en place des structures nouvelles (le Fatah, l'OLP) qui représenteront rapidement une menace pour le jeune roi Hussein de Jordanie (cf septembre noir).

Ainsi, les Palestiniens qui auraient pu se reconnaître dans le royaume de Jordanie et bénéficier de son appui pour négocier leur condition, leur retour dans leurs maisons, se sont retrouvés apatrides, rejetés par tous, y compris par les pays arabes.

Cette situation est insurmontable. Il y a d'un côté un peuple éclaté, les Palestiniens, qui ne peuvent plus imaginer s'intégrer à la famille qui les a rejetés (le royaume hachémite), n'ont plus aucune chance d'avoir un territoire d'un seul tenant, avec la bande de Gaza séparée de la Cisjordanie par des villages israéliens installés là depuis la fin de la guerre de 1948.

J'aiemrain bien dire : «voilà la solution», masi bien évidemment il n'y en a aps sure le court terme. Je crois plus à une solution sur le très long terme, mais ce sera difficile. (Voir l'entrée «Water Economic Community»)

Protection sociale

La protection sociale est un merveilleux acquis de notre république. Aujourd'hui, se faire licencier reste un problème lourd à vivre, mais ce n'est plus un drame. Les revenus baissent, mais la victime du licenciement garde un revenu. De même pour la maladie.

Mais la protection sociale, parce qu'elle va trop loin, va à l'encontre des intérêts de ceux qu'elle doit défendre. Les exemples sont nombreux, je n'en donnerai que quelques uns.

Je cherche un travail dans mes capacités d'ingénieur depuis plus de dix ans. On dit qu'on manque d'ingénieurs en France. Mais je suis «trop vieux» depuis déjà dix ans. Les «conventions collectives» de mes employeurs potentiels les obligent, s'ils m'embauchent, à me payer cher. A cause de mon âge, ils ne pourront pas me licencier s'il s'avère que je suis incapable d'assumer la responsabilité qui m'est confiée. Ainsi, parce qu'on protège trop les salariés contre les salaires insuffisants, contre les licenciements abusifs, contre la gérontophobie de quelques rares patrons, on ferme la porte à des milliers de chômeurs qui , comme moi-même, seraient ravis de travailler, même en contrat précaire, même pour un salaire en dessous de la moyenne, afin de retourner sur le chemin de l'emploi ! Je suis dans cette situation depuis trop longtemps pour accepter que cela continue sans crier mon désaccord.

Il est légitime de protéger les locataires contre les propriétaires indéliçats. En revanche, on ne protège nullement les propriétaires contre les locataires indéliçats. Et on s'étonne que les logements à louer deviennent de plus en plus rares, et de plus en plus chers. Un propriétaire paye des charges : coût de son investissement, charge de copropriété (éclairage et chauffage des parties communes, entretien du gros œuvre, de la toiture). Le propriétaire ne peut pas exiger un loyer trop élevé, sinon les locataires potentiels préfèreront investir dans leur propre logement qu'en louer un. C'est ce qui est arrivé dans les années 80, lorsque le gouvernement de M. Mitterand avait mis en place des fortes protections pour les locataires (les désastreuses «lois Quillot» : je connais pas mal de personne qui avaient renoncé à prendre en location un improbable et cher logement étudiant pour leur enfant et qui avaient préféré investir en achetant ce logement. Cherchant à mon tour un logement en 1983, j'ai découvert à quel point les propriétaires étaient devenus frileux, et combien les logements locatifs étaient devenu rares.

Il existe des gens qui ont de l'argent à placer. Pourquoi placeraient-ils dans l'investissement locatif, alors que ce placement, par nature peu rentable, est devenu un placement à risque ? En surprotégeant les locataires, on interdit aux plus faibles l'accès au parc locatif .

Il est légitime que la solidarité nationale s'exprime par le soutien aux personnes obligées de quitter temporairement leur poste de travail par une raison de santé. Mais un tel bénéfice attire les convoitises. Un agent d'une mairie du secteur m'a clairement dit «Mme X est insupportable, je vais me mettre en arrêt maladie». Je n'invente rien, : «je vais me mettre en arrêt maladie». Et certains médecins, pas rares du tout, rentrent dans leur jeu. Qu'avons nous mis en place pour lutter contre ce type d'abus qui plombent les entreprises et retombent donc sur leurs salariés plus consciencieux ? Dès qu'un gouvernement propose une mesure dans le bon sens, les syndicats et la médiocratie médiatique crient haro sur le baudet. Je suis favorable à des mesures très incitatives : 3 jours de carence pour tous, justifications de l'arrêt maladie par

une cause médicale identifiée, transmise à un organisme de contrôle qui effectuerait des vérifications ponctuelles et exigerait le remboursement par le patient et par le médecin des sommes indues. Je vous l'avais dit : je suis réac !

Qu

Racisme

En septembre 2013, notre premier ministre Manuel Valls rappelait une réalité : il y a en France des gens qui, une fois pour toute, ont décidé de s'installer chez nous et de ne pas s'intégrer. Cette prise de position d'un ministre de gauche a alors semé le trouble chez nos bien-pensants.

Sans être immigré, je sais ce que signifie être "transplanté" dans une culture qui n'est pas la sienne. En Algérie comme en Inde, et même en Italie ou en Allemagne, j'ai bien senti que je ne pouvais pas me permettre de vivre "à la Française". En Allemagne, j'ai respecté les feux rouges pour piétons que je méprise en France. En Italie, j'ai accepté qu'un deux roue qui ne dépasse pas les voitures soit dépassé par les voitures, même en ville. En Inde, pour mon deuxième voyage, je suis arrivé avec un sac vide de tout vêtement et je me suis habillé à l'indienne. En Algérie, j'ai respecté le mythe du FLN respectable et n'ai pas rappelé les massacres de villages entiers, femmes et enfants compris, destinés à pousser la population dans les bras de la rebellion, par la peur.

Dans le Béarn hier, et en Savoie aujourd'hui, je me suis intéressé à la culture locale, j'y ai participé activement. Tout cela est normal, "n'importe qui en aurait fait autant à ma place".

Eh bien non. Pas n'importe qui. Il y aura toujours des gens qui afficheront leur mépris, parfois même leur hostilité, envers la culture du pays qu'ils visitent, voire de celui dans lequel il s'installent. Il y a des gens à Marthod pour demander que les cloches de l'Eglise ne sonnent plus, au nom d'une vision très étroite du laïcisme (la laïcité, c'est autre chose, c'est ouvert). Il y a aussi dans notre village rural des gens pour se plaindre du chant des coqs ou du son des clarines (les cloches de nos vaches). Tant qu'ils se limitent à ce genre de remarques déplaisantes, ce n'est pas trop grave.

Ce qui est beaucoup plus gênant, c'est quand des gens arrivent sur un territoire avec un préjugé agressif et la conviction que, les habitants de ce territoire étant nécessairement coupables, eux ont tous les droits envers les autochtones.

Cette attitude, on la retrouve chez certains Musulmans, qui se permettent tous les excès, au nom des excès prétendument commis dans leur pays d'origine par nos ancêtres.

Ces gens-là nuisent d'abord à l'ensemble des musulmans. Car ce sont eux qui alimentent le racisme. Et quand je vois l'excellente éducation qu'ont reçue la plupart de mes anciens élèves musulmans, je regrette que les familles françaises ne soient que rarement à la hauteur ! Et ces jeunes-là souffrent du racisme, eux dont le comportement est pourtant exemplaire.

Cette attitude agressive, on la retrouve chez de nombreux Tziganes, Gitans, et Romanichels, pour qui le "Gadgeo" n'est qu'un personnage ridicule tout juste bon à se faire tondre par le facétieux et malin petit Gitan si sympathique. Cette attitude inacceptable, on la retrouve chez ceux qui n'hésitent pas à exploiter leurs propres enfants pour se faire du fric illégalement. A l'inverse, de nombreux "Gitans" ont fait le choix de l'intégration, et s'ils continuent à raconter à leurs enfants leurs histoires de malins petits gitans jouant des tours à ces balourds de gadgé, ils leur enseignent aussi le respect dû à tous, y compris aux gadgé. N'est-ce pas, Jacques, "Joselito" ?

Face à l'attitude, ososn le dire, anti française, de certains, comment voulez vous qu'une population française qui souffre du chômage, de la crise, de la violence urbaine, de la petite délinquance au quotidien, ne se sente pas concernée ? Et le simple fait que, pour éviter de "stigmatiser une population", on nie la réalité,

ne peut que renforcer ce sentiment d'injustice qui pousse certains au racisme.

Pour lutter contre le racisme, il faut d'abord lutter contre la délinquance, contre les violences urbaines, il ne faut plus que la population ait l'occasion de faire le lien entre délinquance impunie et "Arabes", entre cambriolage et "Gitans". Tous les délinquants doivent être punis, quelle que soit leur origine culturelle.

Tant que nos juges ne l'auront pas compris, tant qu'ils cultiveront la culture de l'excuse, alors il y aura des racistes.

Réac

Attention ! Il ne faut pas confondre «réac» et «fasciste» (voir l'entrée «fasciste» ici-même). Le fascisme est historiquement un mouvement de gauche. Je ne suis donc pas fasciste. Par dérision, je me dis «réac». Et c'est ce caractère «réactionnaire» que je tente ici de faire émerger à travers un certain nombre de thèmes choisis.

En réalité, le «réac n'existe pas. C'est comme l'allopathe, le goï ou le gadgeot, qui n'existent pas en soi (voir l'entrée «société de consommation»).

Réac est un mot inventé par des gens de gauche un peu plus obtus que la moyenne pour dénigrer ceux qui osent ne pas partager leurs convictions. Quand on ne peut pas opposer d'arguments solides à un «opposant» qui sait de quoi il parle, il est bien plus simple de le dénigrer. Un climatologue de haute volée comme Richard Lindzen ou Ribbes seront ainsi traités de «climatosceptiques», de «vendus aux groupes de pression», et les gens de droite sont traités de «réac».

Réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est une réalité. Les questions qui me viennent naturellement sont les suivantes :

- quelles en sont les causes,
- quelles en sont les conséquences ?
- que doit-on faire face à ces réalités ?

Les causes ne sont pas vraiment identifiées. Pour de nombreux scientifiques, l'homme est la cause première à travers la pollution atmosphérique, et ses gaz à effets de serre. Pour d'autres, parmi lesquels d'éminents climatologues de compétence reconnue, l'influence de l'homme sur le climat est, à ce jour, nulle ou quasi nulle. On est donc ici dans l'opinion, par dans la connaissance scientifique. On ne connaît donc pas les causes du réchauffement climatique.

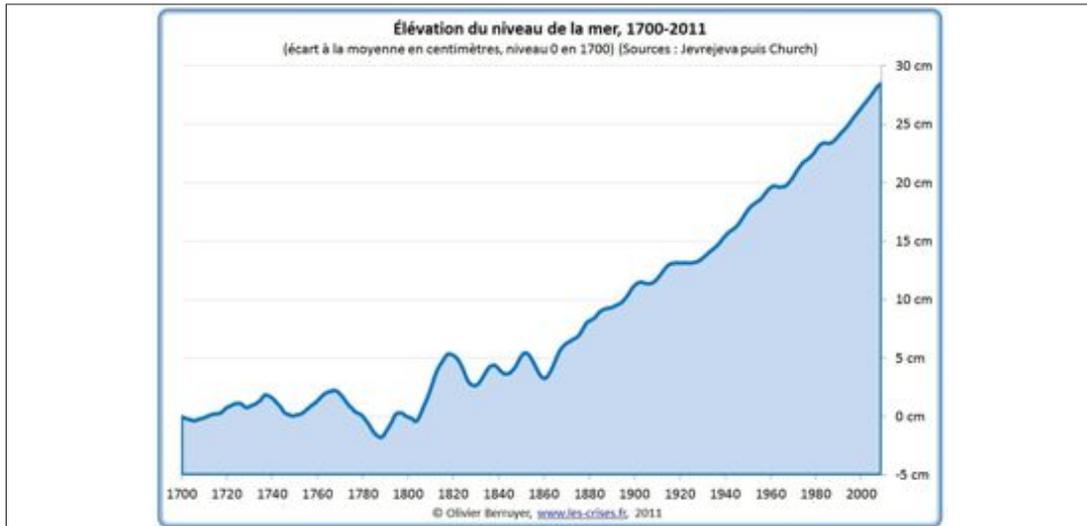
A-t-on vraiment identifié les conséquences du réchauffement climatique ?

- le réchauffement lui-même, de moins de 0,7°C en deux siècles, est difficile à quantifier précisément. Certaines stations météo du début du siècle sont passées -sans se déplacer- de la campagne à la ville, constatant ainsi un écart très local dû à l'activité humaine. Le "thermomètre isotopique" est peut-être le meilleur indicateur, et il a l'avantage de moyenniser la mesure sur l'ensemble d'un hémisphère terrestre. Donc, gardons cette valeur de 0,7°C (source : wikipedia).

Une variation aussi faible d'un paramètre qui a une variabilité naturelle locale de 70 °C (100 fois plus) voire 110 ou 120°C au niveau mondial n'est pas un problème en soi. On approche à peine le seuil de perception de l'homme (en passant d'une pièce à chauffée 20°C jusqu'à une autre chauffée à 21 °C, peu de gens sentent vraiment la différence de température).

- Autre conséquence : une très faible remontée du niveau des mers , inférieure à 30 cm depuis deux siècles (source). Et, comme pour la température, cette estimation est fondée sur une reconstitution imprécise du passé. Car comment mesurer la hauteur moyenne quand les variations sont de l'ordre du mètre toutes les

dix secondes (houle) associées aux marées, dont l'amplitude varie d'une semaine sur l'autre ? En tout état de cause, avec 30 cm, on est très loin du raz de marée qui aurait déjà entraîné des milliers de réfugiés climatiques.



source : <https://www.les-crises.fr/climat-21-consequences-3/>

- Conséquence contestée : l'augmentation de la fréquence ou de la violence des phénomènes climatiques est loin d'être une certitude. L'équipe du GIEC qui avait travaillé sur ce sujet avait conclu à l'absence d'effet visible. Le rapport final (public) a donné une autre conclusion, entraînant la colère et la démission de certains membres de l'équipe qui avait réalisé le rapport technique (non public).

- Enfin, dernière conséquence du réchauffement : un léger réchauffement est globalement favorable à l'agriculture. Nulle part au monde on ne s'amuse à refroidir pour faire pousser des végétaux. A l'inverse, on chauffe les serres pour produire plus. Il n'y a pas aujourd'hui de culture devenue impossible à cause du réchauffement climatique. La désertification du Sahara est parfois attribuée au réchauffement climatique. Il ne faut pas oublier qu'il y a plus de 2000 ans que le désert du Sahara grandit. Ce n'est pas à cause de la pollution des deux derniers siècles !

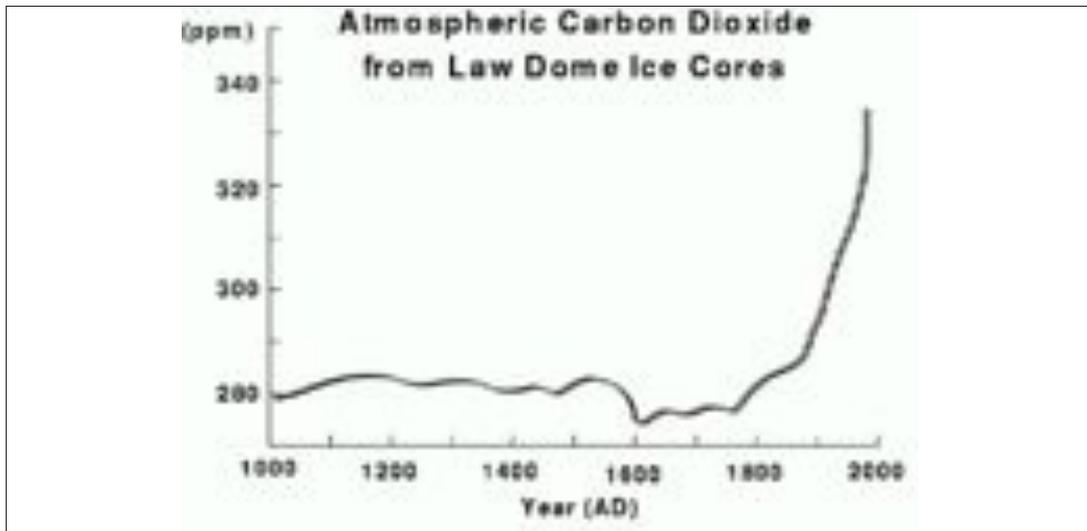
Face à un problème, je ne connais que deux solutions.

- agir sur les causes
- s'adapter aux conséquences qu'on ne saura pas éviter.

Or aujourd'hui, face à un problème dont on ne connaît pas les causes, dont on ne connaît aucune conséquence négative grave, réelle et démontrée, on voudrait nous imposer des mesures graves, lourdes de conséquences, sans savoir si elles résoudront les problèmes que nous n'avons pas identifiés. On marche sur la tête !

Il faut cependant lutter contre la pollution atmosphérique car il y a bien plus grave que l'éventuelle influence de cette pollution sur le réchauffement climatique.

Observons par exemple l'évolution du gaz carbonique (CO₂) dans l'atmosphère :



(source : <http://popularlogistics.com/2013/05/atmospheric-co2-400-ppm/lawdome/>)

On voit nettement que la hausse du taux CO₂ dans l'atmosphère s'accélère depuis deux siècles. A ce rythme, on approchera 0,1 % dans moins de cent ans. Cinq fois le taux naturel. Par ailleurs d'autres polluants extrêmement toxiques suivent la même évolution (Les oxydes d'azote NOx, le monoxyde de carbone CO, le méthane CH₄...).

Il y a déjà plus de dix ans que cette pollution représente un problème majeur de santé publique. Il n'est pas question ici des effets lointain d'un éventuel réchauffement anthropique, mais de 7 millions de décès par an qui, aujourd'hui, sont dus à la pollution (source : le Point).

Au-delà des problèmes respiratoires, de cancers ou d'allergies, il n'est pas exclu que la pollution favorise le développement de bactéries pathogènes. En laboratoire, on constate que la légionelle se développe mieux à partir d'un certain seuil de CO₂ (2,5 à 5%, selon microbe-edu.org), dans la nature, on voit que cette bactérie se développe mieux en région Parisienne (pollution) qu'en Provence (là où pour des raisons climatiques on dispose d'un fort parc de tours aéroréfrigérantes). Inconnue en 1975, la bactérie a tué au moins 59 personnes en France pour la seule année 1999 (source caducee.net).

Revenons à la simple pollution atmosphérique : ses origines sont connues, certains effets catastrophiques sont avérés, et pourtant cette pollution croît à une vitesse préoccupante.

Donc, oui il faut réduire l'émission de gaz polluants dans l'atmosphère, oui, il faut essayer de développer les biocarburants (qui ne rejettent dans l'atmosphère que le CO₂ initialement retiré de l'atmosphère par la plante), oui il est urgent de développer les ressources énergétiques non polluantes pour l'atmosphère (énergies renouvelable, nucléaire). Mais n'allons pas prendre le risque de passer pour des charlots aux yeux des générations futures en justifiant toutes ces actions par un phénomène dont on ne connaît pas la cause, ne cherchons pas à nous adapter à un problème aujourd'hui inexistant.

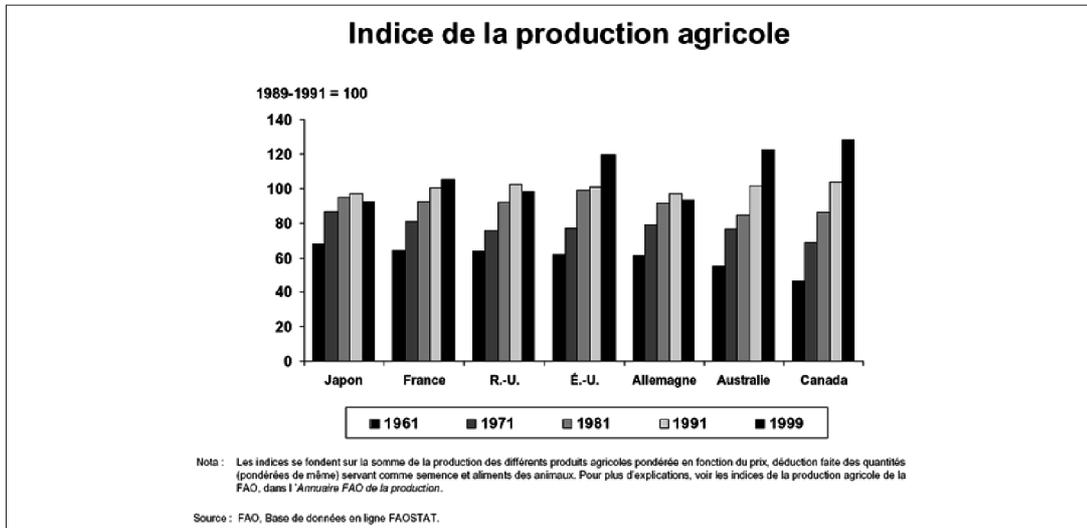
Réchauffement climatique et pauvreté

Information de 2015 : selon la Banque mondiale, si on ne fait rien, la pauvreté va augmenter au niveau mondial à cause du réchauffement climatique. Principal argument, selon France-info : la production agricole mondiale va chuter de 5 %.

Première remarque : si le réchauffement climatique est d'origine purement solaire, même si on fait quelque chose, on n'y changera rien.

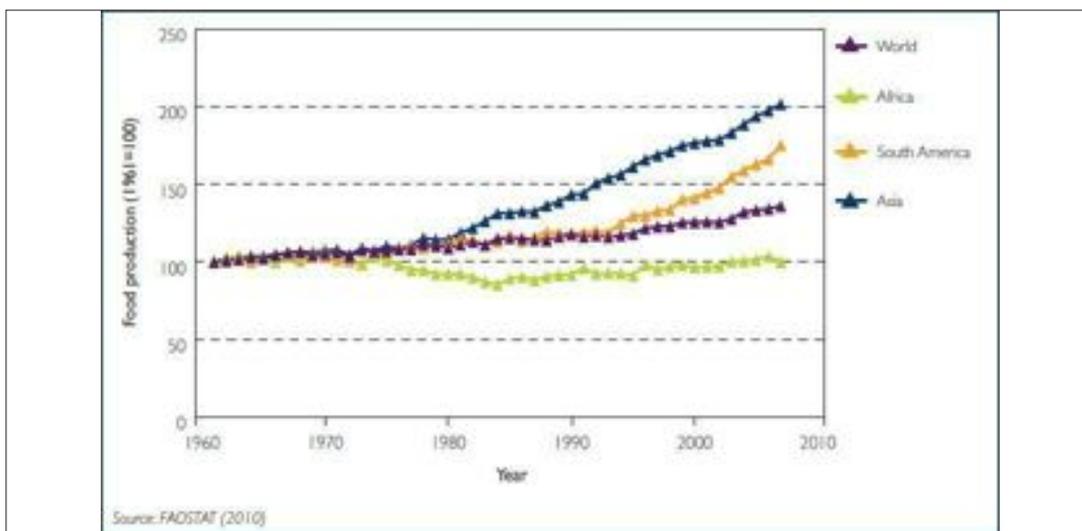
Deuxième remarque : d'où sort ce chiffre de 5 % ? C'est une projection, ce n'est pas une certitude. Et tant que je n'aurai pas vu des arguments solides pour justifier cette projection, je n'y croirai pas :

Déjà, dans les pays les plus développés, le réchauffement climatique passé (qui lui, est une certitude, il n'y a qu'à voir le recul de nos glaciers) n'a eu aucun impact négatif sur la production agricole, bien au contraire.



(source : gribouillis économiques)

Au niveau mondial, il est assez clair que, dans les régions en paix, la production agricole continue de progresser, alors qu'elle stagne en Afrique, déstabilisée par de nombreuses crises politiques.



source : UK Government Office for Science, 2011 cité par Du champ à la table

Donc, clairement, si la production mondiale de produit agricole "stagne", c'est d'abord à cause des crises, des guerres, des désordres divers et variés, mais pas à cause du climat ! Pourquoi cela devrait-il changer si vite ?

En revanche, la pauvreté va probablement croître pour d'autres raisons. Ayant eu et ayant encore dans ma famille des salariés de l'hôtellerie, j'aime bien cette sentence : "Quand les riches commencent à compter leurs sous, les pauvres crèvent la dalle". La société s'organise en fonction de cette réalité : il y a des gens riches et des moins riches. Beaucoup de ces moins riches vivent des dépenses faites par les riches ; il y a des pays riches et des moins riches. Beaucoup de ces moins riches vivent des dépenses faites par les plus riches ; et si nous nous mettons volontairement, pour "sauver le climat", à jouer aux vertueux économes ça retombera rapidement sur la tête des pays plus pauvres avec lesquels nous sommes en liens étroits. Si nous

taxons vraiment la "signature carbone" des biens vendus en France, l'équilibre va se déplacer aux dépens des pays les plus pauvres, ceux qui produisent leur électricité avec leur charbon bon marché dans des centrales du milieu du siècle passé, héritées des empires coloniaux, ceux qui sont obligés d'affréter les tankers les moins chers, bref ceux qui, parce qu'ils sont pauvres, n'ont pas les moyens de s'offrir une signature carbone compatible avec notre bien-pensance.

Responsabilité

Il y a dans notre société un aspect qui me semble assez catastrophique : c'est la tendance à vouloir, au nom de l'égalité, nous déresponsabiliser tous et à vouloir que la collectivité se substitue au libre arbitre de chacun pour décider de ce qui est bien et de ce qui ne l'est pas.

Premier exemple : l'éducation.

Autrefois, l'École avait pour mission d'instruire. Le ministère de l'Instruction publique remplissait sa tâche avec compétence et efficacité.

Aujourd'hui, l'École veut se substituer aux parents pour l'éducation des enfants. L'Éducation Nationale éduque (mal) et instruit (très mal). Les enfants sont déboussolés car sur de nombreux sujets, l'éducation de l'École et celle des parents sont contradictoires. Quand un enseignant se permet de dire aux enfants qu'il faut débrancher les appareils en veille pour économiser l'électricité et protéger la planète, alors que les parents, sachant que c'est parfaitement inutile, s'y refusent, le gamin est mal à l'aise. L'École déresponsabilise : puisque quelques rares parents n'arrivent pas à éduquer leurs enfants, l'École se substitue à eux. Et dans un souci d'égalité, elle veut éduquer tous les enfants au mépris de l'éducation donnée par des parents responsables. Selon Vincent Peillon, *"Le but de la morale laïque et de permettre à chaque élève de s'émanciper, car le point de départ de la laïcité c'est le respect absolu de la liberté de conscience. Pour donner la liberté du choix, il faut être capable d'arracher l'élève à tous les déterminismes, familial, ethnique, social, intellectuel, pour après faire un choix"* Cet avis est une image caricaturale de cette grave déviance : il faut soustraire les enfants aux déterminismes sociaux, c'est-à-dire à la mauvaise influence de leurs parents. TOUS les parents sont déresponsabilisés pour que l'État puisse prendre en charge les enfants de rares parents irresponsables, et cela sans trahir le sacro-saint et stupide principe d'égalité.

Deuxième exemple : la Sécurité Routière.

Puisque quelques conducteurs, souvent jeunes, se comportent de manière totalement irresponsable, l'État traite l'ensemble des conducteurs comme des irresponsables. Ne réfléchissez plus, obéissez aux panneaux. Désormais, il est plus dangereux, selon nos dirigeants, de rouler à 160 km/h sur une autoroute déserte que de rouler à 129 km/h sur la même autoroute quand le trafic est saturé. Dans le premier cas, vous paierez une grosse amende et perdrez des points, dans le second cas, vous êtes à peu près sûr de ne risquer que votre vie, pas vos points ni votre argent ! On nous veut irresponsables, fondamentalement incapables de discerner par nous-même entre les conditions réellement dangereuses et celles administrativement illicites.

Troisième exemple : la formation des apprentis. Alors que la loi ne le demande pas, la DIRRECTE de Savoie demande aux employeurs de déclarer la liste exhaustive des machines "dangereuses" susceptibles d'être utilisées par leurs stagiaires mineurs, avec toute une liste de données, parfois inconnues de l'employeur lui-même (référence exacte, n° de série, fabricant, date d'installation, date de mise en service...). Une fois qu'elle a la liste, la DIRRECTE estime qu'elle a fait son travail et la range dans un tiroir. Les Établissements de formation qui ont, selon la loi, la responsabilité de veiller aux conditions de sécurité de leurs élèves dans leurs lieux de stage, sont dépossédés de cette responsabilité - mais on saura la leur rappeler en cas d'accident, rassurez vous - simplement pour pallier au fait que de rares établissements de formation ne font pas leur travail correctement.

Je pourrais citer ainsi de nombreuses situations où la collectivité, plutôt que d'assurer sa responsabilité qui est de réprimander les fautifs, rend tout le monde irresponsable et inévitablement fautif :

- combien de parents, sans être des tortionnaires, ont donné une fessée à leurs enfants, fessée que de nombreux politiques voudraient faire interdire ?

- combien d'automobilistes, sans être des chauffards, des délinquants de la route, se refusent catégoriquement à respecter les limitations de vitesse ?

- combien d'établissements de formation, sans être le moins de monde irresponsables, font l'impasse sur la demande de dérogation exigée par la DIRRECTE ?

Je suis un réac. J'aime l'ordre dans la liberté et non le désordre sous une dictature. Je plaide ici pour un retour à la pleine responsabilité, ce qui signifie avant tout la suppression des interdictions et obligations inutiles, et à l'application stricte de rares lois débonnaires plutôt que l'application brouillonne et débonnaire de lois surabondantes et inutilement strictes.

Société de consommation

Parmi les innombrables choses qui m'agacent, il y a cette critique récurrente de la "société de consommation". La société de consommation n'existe pas plus que n'existent les allopathes, les gadgé ou les Goïm.

La médecine se décline sous différentes formes. L'homéopathie est une branche de la médecine, comme l'est l'ostéopathie. Certains médecins en pensent beaucoup de bien, d'autres pensent ne pas avoir besoin de cet outil-là pour soigner leurs patients, certains pensent même que c'est une arnaque.

Ce sont des tenants de l'homéopathie un peu fermés qui parlent d'allopathie. Mais c'est absurde. Un médecin homéopathe prescrit aussi des antibiotiques, des vaccins, lorsque le besoin est là. Si on doit définir l'allopathe comme le médecin qui refuse l'homéopathie, il faut aussi inventer un mot pour celui qui refuse l'acupuncture, un pour celui qui refuse la relaxation, un pour celui qui refuse l'ostéopathie, un pour celui qui refuse les vaccins et la liste est longue de toutes les techniques que je n'ai pas citées ici. Il est absurde de créer un nom juste pour indiquer qu'une personne, pour faire son travail, n'utilise pas un outil ou un autre. L'allopathie n'existe pas.

Certains gitans désignent par un vocabulaire méprisant tout ce qui n'est pas de leur culture. Pour eux nous sommes des Gadgé. Mais le Gadgeot n'existe pas, pas plus que l'allopathie. On ne peut pas définir un humain par ce qu'il n'est pas. De même, le Goï n'existe pas.

Il en est de même de la "société de consommation". Elle n'existe pas. Car de quoi parlons nous ici ? Que désignons-nous sous ce vocable ? Vous qui me lisez, vous vous réjouissez si l'entreprise voisine embauche, et vous êtes agacés, voire en colère, si elle doit licencier pour assurer sa survie. Mais comment fait-on pour assurer sa pérennité ?

Croyez vous qu'il y ait, dans quelque bureau luxueux planqué en haut d'une tour de New-York un groupe de financiers qui décide dans son coin : nous allons pousser les gens à consommer plus pour faire tourner nos usines ? Laissez cette vision simpliste aux tenants de la théorie du complot. La réalité est dans la complexité du monde. Chacun de nous est un élément qui pousse, à sa manière, l'évolution de la société dans un sens qui lui plaît. Chacun fait des choix et la somme de ces choix est un critère décisif pour les décideurs. Certains, plus influents, poussent plus fort : la CGT, les riches, le microcosme politique... Mais les mécanismes démocratiques et les «lois» du marché, même profondément détournés par les partis et par des hommes politiques influents, permettent encore d'orienter l'évolution sociétale dans le sens choisi par le plus grand nombre. C'est la démocratie, "pire des systèmes, à l'exception de tous les autres" selon W Churchill.

La "société de consommation" n'existe pas. La société tout court, l'organisation de la collectivité issue de cet ensemble d'influences variées est ce qu'elle est. Pour l'améliorer - et il y a du pain sur la planche - il

faudrait que chacun fasse preuve à la fois de rigueur intellectuelle (*je n'ai pas forcément raison, je dois améliorer mon analyse d'un sujet avant de prendre position*), d'intransigeance (*la part de vérité qui est la mienne, même si je ne sais pas où elle est, doit être entendue : je veux qu'on respecte mon opinion*), de modestie (*la part d'erreur qui est la mienne, même si je ne sais pas où elle est, m'impose de respecter les opinions des autres*) et l'acceptation de la démocratie (*même si je suis convaincu que les 35h00 étaient une connerie, même si l'expérience m'a renforcé dans cette conviction, même si je continuerai de militer contre cette loi stupide à mes yeux, j'accepte ce qui a été décidé par la représentation nationale, issue d'un vote démocratique*).

Turquie

Uxx

Voiture propre

Aujourd'hui on appelle «voiture propre» une voiture qui ne produit pas (ou peu) de CO₂ au moment de son utilisation. Voiture électrique et voiture à hydrogène se partagent la palme de la voiture la plus vertueuse aux yeux de la médiocratie.

Mais l'électricité, il faut la produire. Dans le cas de la voiture à hydrogène, c'est pire : il faut de l'électricité pour produire l'hydrogène. En laboratoire, avec mes élèves, nous avons obtenu un rendement de 13% sur une production très lente de dihydrogène H₂. Autrement dit, on consomme entre sept et huit fois plus d'énergie qu'on n'en produit. Tout le reste est transformé en chaleur. On peut améliorer le rendement en ralentissant la vitesse de production. Mais il est probable qu'il faudra à terme au moins trois fois plus d'énergie électrique qu'on ne récupèrera d'énergie chimique pour nos piles à combustibles ou nos moteurs thermiques à combustible hydrogène.

Supposons que, comme le souhaitent nos écologistes, il n'y ait plus que des voitures électriques.

Nous consommons environ 50 millions de m³ de carburant routier, en France, chaque année (source : statistica). A raison d'environ 35 500 kJ par litre, cela représente une énergie totale de 1780 PetaJoules, soit environ 500 TWh/an.

La production électrique en France est d'environ 550 TWh par an. Autrement dit, si on veut passer au tout électrique, il faudra à peu près doubler la production électrique actuelle, tout en réduisant la production d'électricité nucléaire, puisque cette promesse stupide de M. Hollande a été reconduite par M. Macron.

Au vu des réactions parfois virulentes des populations et même de certains écologistes lors des constructions de champs d'éolienne ou de nouvelles centrales hydroélectriques, on est loin de produire 1000 TWh/an dont plus de 500 TWh par des énergies renouvelables. Donc il faudra avoir recours aux centrales thermiques.

Mais le flux de l'énergie, depuis le combustible (le fuel) jusqu'au véhicule (la voiture «propre») passe par de nombreuses étapes au rendement plus ou moins bon. Production initiale : rendement de l'ordre de moins de 30% ; transport de l'énergie électrique et Transformation HT/BT : je ne sais pas, mais moins de 100 % ; charge/décharge des batteries (j'ai personnellement mesuré 70% en moyenne) ; rendement des «petits» moteurs électriques de nos voitures, probablement proches de 80 %. Au final, probablement moins de 18 % de rendement, quand nos véhicules diesels atteignent 27%. Quand un diesel consomme 1 L de gas oil, la production électrique en consommera probablement plus de 1,5 L: **Sur le plat, la voiture électrique sera probablement de plus 50% plus polluante au final que le véhicule diesel de même puissance. La voiture à hydrogène est encore environ 5 fois plus polluante.**

Je suis réac: je refuse ce mensonge organisé qui voudrait nous faire croire que la voiture électrique ou la voiture à hydrogène peuvent, dès aujourd'hui, être écologiquement intéressantes. Sur le long

terme je n'en doute pas. Mais pour l'instant, la technologie n'est pas suffisamment aboutie pour arriver au résultat escompté.

Water Economic Community

Après la CECA, la Water Economic Community ?

Rappelons nous le rêve de Robert Schuman et des Pères de l'Europe : assurer une paix durable en proposant aux anciens belligérants de mettre en commun ce qui les avait divisés : le charbon et l'acier, sources de richesse essentielles du XXème siècle.

Ça a marché. Ça a marché parce que la mise en commun de ces richesses a permis d'en optimiser l'exploitation dans l'intérêt de tous. Ça a marché parce que, une fois l'idée acceptée, l'intérêt commun était dans la paix. Les peuples se sont rapprochés, les haines se sont émoussées.

Bien sûr, tout ne s'est pas réglé en quelques jours. Je me souviens que dans les années 90, alors que je m'enthousiasmais sur la réunification prochaine de l'Allemagne, certains amis criaient leur haine, persuadés que cette réunification sonnait un renouveau pour le nazisme. Mais dans sa majorité, le peuple de France et peuple d'Allemagne se regardent sans ressasser le passé.

"I have a dream". Israël, la Palestine, la Jordanie : trois peuples fragiles, parmi lesquels beaucoup d'activistes vivent et attisent la haine envers les autres.

Un problème commun à ces trois peuples : l'accès à l'eau. Et déjà aujourd'hui un projet commun de production d'énergie et de dessalement d'eau de mer. Et des négociations pour qu'Israël fournisse de l'eau douce à la Jordanie et à l'autorité palestinienne ! Et demain ?

Je rêve d'une "communauté économique de l'eau" une Water Economic Community qui rassemblerait les trois peuples, et j'aimerais dire les états. Qu'une autorité commune assure le développement des ressources en eau, en traitant chaque village, chaque ville, chaque hameau isolé, de la même manière, qu'il soit israélien, jordanien ou palestinien.

Cette mise en commun démultiplierait l'efficacité des moyens disponibles : la richesse des Pays pétrolier amis de la Palestine, associé à la haute technologie des Israéliens dans un pays riche de ses capacités en énergie solaire devraient permettre un réel progrès et résoudre durablement la douloureuse question de l'eau.

Mais aussi et surtout, ce travail en commun, cette mise en commun de l'un des problèmes majeurs de la région devrait permettre aux uns et aux autres de mieux se connaître, de surmonter préjugés et ressentiments pour bâtir enfin une paix durable.

Chrétien, je prie depuis longtemps pour cette réconciliation. Il est temps d'agir !

Whisky

X

Y

Z